

2018

Rapport de  
transparence

Revue des informations financières  
Conformément à l'Article R321 - 14 du CPI

SACD

# Sommaire

|           |   |
|-----------|---|
| <b>1</b>  | <b>Article R321 - 14 II - 2 du CPI</b> ..... <b>03 à 12</b><br>Rapport d'activité 2018  |
| <b>2</b>  | <b>Article R321 - 14 II - 1 du CPI</b> ..... <b>13 à 16</b><br>Compte de résultat et bilan  |
| <b>3</b>  | <b>Article R321 - 14 II - 3 du CPI</b> ..... <b>17 et 18</b><br>Autorisations d'exploitation refusées<br>et raisons motivant ces refus  |
| <b>4</b>  | <b>Article R321 - 14 II - 4 du CPI</b> ..... <b>19</b><br>Structure juridique et gouvernance de la SACD   |
| <b>5</b>  | <b>Article R321 - 14 II - 5 du CPI</b> ..... <b>20</b><br>Liste des personnes morales contrôlées<br>par la sacd avec informations diverses  |
| <b>6</b>  | <b>Article R321 - 14 II - 6 du CPI</b> ..... <b>21</b><br>Rémunérations et avantages accordés aux personnes<br>mentionnées à l'article L323-13 (administrateurs et dirigeants)<br>et aux membres de la Commission de surveillance |
| <b>7</b>  | <b>Article R321 - 14 II - 7 du CPI</b> ..... <b>22</b><br>Revenus provenant de l'exploitation des droits ventilés par catégorie<br>et par type d'utilisation et recettes résultant de leur investissement                         |
| <b>8</b>  | <b>Article R321 - 14 II - 8 du CPI</b> ..... <b>23 à 28</b><br>Informations financières sur le coût de la gestion<br>des droits et services fournis aux titulaires des droits   |
| <b>9</b>  | <b>Article R321 - 14 II - 9 du CPI</b> ..... <b>29 à 37</b><br>Informations financières sur les sommes<br>dues aux utilisateurs de droits   |
| <b>10</b> | <b>Article R321 - 14 II - 10 du CPI</b> ..... <b>37 à 43</b><br>Informations sur les relations avec les autres OGC  |
| <b>11</b> | <b>Article R321 - 14 III du CPI</b> ..... <b>44 à 50</b><br>Rapport sur l'utilisation des sommes déduites<br>aux fins de services sociaux, culturels, et éducatifs  |
|           | Attestation du commissaire aux comptes ..... <b>51 à 55</b>   |

# 1 Article R321 - 14 II - 2 CPI

## Rapport d'activité 2018

### I. POURSUITE D'UNE GESTION FINANCIÈRE RIGOUREUSE ET PERFORMANTE TOUT EN AMÉLIORANT LA QUALITÉ DE SERVICE OFFERTE AUX AUTEURS ET EN MODERNISANT LE CADRE SOCIAL DE LA SACD

#### D'excellents résultats financiers

La situation financière de la SACD est saine. Cette année encore, grâce à une gestion rigoureuse, les auteurs membres se verront rembourser 3,2 millions d'euros de retenue statutaire, soit un remboursement quasi identique à celui très élevé de l'an dernier et largement supérieur à la moyenne des dix dernières années. Il représente près de 10,4 % des retenues statutaires 2018. Il sera réparti au mois de juin à tous les auteurs membres de la société ayant touché des droits en 2018.

En effet, l'année 2018 a été marquée par de très bons résultats financiers : **les répartitions** ont fortement progressé à +13 %, soit 245,5 M€ répartis aux auteurs en 2018 contre 216,4 M€ en 2017. Cette très forte progression au bénéfice de nos auteurs s'explique par une très forte accélération des traitements et une réduction des suspens.

**Les perceptions** encaissées au cours de l'année, bien qu'en léger recul (-0,5 %) par rapport à l'année record que fut 2017, se sont maintenues à un niveau élevé (227,4 M€), grâce notamment au spectacle vivant en France et à l'audiovisuel à l'étranger, en dépit d'une forte contraction des perceptions de copie privée qui affectent les perceptions audiovisuelles en France. L'audiovisuel en représente 72 % et le spectacle vivant 28 %.

Cette année, ce sont les perceptions en spectacle vivant en France, tant à Paris qu'en province, qui ont connu une très bonne dynamique avec une croissance de +4,8 % à 54,5 M€. En audiovisuel, la légère baisse des droits à 163,2 M€ (-1,2 %, soit -2,3 M€) s'explique par la forte contraction (de près de 5 M€) de la copie privée en 2018 qui est partiellement compensée par la forte hausse des perceptions audiovisuelles reçues de l'étranger. À noter que les perceptions du Groupe Canal+, après plusieurs années de baisse, sont restées stables en 2018, suite à l'accord intervenu avec le groupe à l'été.

La SACD a fait évoluer en 2018 le mode d'enregistrement des retenues sur droits pour toute son activité audiovisuelle. Alors qu'en audiovisuel, les retenues étaient auparavant décomptées lors de la perception des droits, elles sont dorénavant décomptées lors de la répartition des droits aux auteurs comme c'était déjà le cas en spectacle vivant. Cette nouvelle pratique reflète mieux les missions de la SACD dont le rôle est de collecter des droits aux fins de les répartir. Il apparaît donc légitime que ses frais de gestion soit calculés en fin de cycle, au moment où les droits collectés ont été effectivement répartis. Cette évolution présente aussi l'avantage de ne plus faire dépendre les résultats financiers de la société du calendrier de paiement des droits par les diffuseurs audiovisuels dont un simple décalage de quelques semaines en fin d'année pouvait considérablement modifier les résultats financiers de la société.

Cette progression importante des droits répartis s'est accompagnée d'une maîtrise rigoureuse des coûts de la SACD. En effet, la hausse significative (+4,1 %) des charges d'exploitation en 2018, après deux années de stabilité, s'explique à titre principal par la très forte progression en 2018 des charges d'action culturelle (+11,4 %). Or, les charges d'action culturelle 2018 sont la résultante mécanique de la progression des recettes de copie privée 2017, obligatoirement affectées aux dépenses 2018 d'action culturelle.

Les autres charges d'exploitation de la société évoluent au contraire de manière très modérée, comme par exemple le poste salaires du siège dont la progression est limitée à une hausse de 0,7%. C'est cet effort continu qui permet de procéder à un remboursement de retenue statutaire aux auteurs membres de 3,2 millions d'euros.

#### **Une certification ISO 9001 par l'AFNOR renouvelée et étendue**

Depuis 2017, la SACD se soumet à un processus d'évaluation par un organisme indépendant, la certification ISO 9001 par l'AFNOR. Il est en effet apparu souhaitable de confier à un évaluateur externe reconnu l'évaluation de la qualité de service offerte aux auteurs et de la rigueur de la gestion de la société.

En 2017, le périmètre de cette certification couvrait l'ensemble des activités de la direction auteurs utilisateurs, de la direction du spectacle vivant et de la direction de la gestion des droits. En 2018, ce périmètre a été étendu à la gestion individuelle des contrats audiovisuels et aux activités de la SACD en Belgique.

L'AFNOR a cette année encore accordé ce prestigieux label à la SACD pour la qualité de sa gestion et l'efficacité de ses procédures dans les trois domaines suivants : « accueil, adhésion des auteurs et déclaration de leurs œuvres en France et en Belgique », « autoriser la représentation, percevoir et répartir les droits du spectacle vivant en France et en Belgique » et enfin « gestion individuelle des contrats audiovisuels ». Le périmètre d'évaluation sera à nouveau étendu en 2019 à la gestion collective audiovisuelle en 2019.

La SACD est le premier Organisme de gestion collective à avoir obtenu ce label en France. En se soumettant chaque année à cette évaluation externe exigeante, la SACD vise à améliorer de manière continue sa gestion et rendre le meilleur service à ses autrices et auteurs.

#### **Une modernisation du cadre social de la SACD**

La SACD a procédé en 2018 à la rénovation de son cadre social. Plusieurs accords d'entreprise ont été renégociés et en particulier celui sur les règles de gestion et d'organisation du temps de travail qui n'avait pas été révisé depuis 20 ans. Les salariés bénéficient désormais d'un Compte épargne temps (CET). Le régime de retraite supplémentaire des salariés a quant à lui été dénoncé début 2019 et remplacé par un plan d'épargne pour la retraite collectif (PERCO).

## **II. SÉCURISATION DES DROITS ET CONTRATS GÉNÉRAUX**

Au sein de la SACD, l'activité de négociation contractuelle est capitale pour les auteurs audiovisuels dans la mesure où elle détermine le niveau de leur rémunération en gestion collective.

Après un très long contentieux, la SACD et Groupe Canal+ ont signé un protocole d'accord le 12 juillet 2018 qui maintient la rémunération des auteurs sur le territoire français et permet une progression des droits pour les activités sur le continent africain du Groupe Canal+. Il s'agit d'une grande victoire pour la SACD et les auteurs qu'elle représente en dépit de la virulence et de la violence des attaques du groupe contre la SACD pendant la première partie de la négociation. Ce protocole d'accord sur la base duquel le groupe s'acquitte depuis l'été 2018 des droits d'auteur dus à la SACD doit faire l'objet d'une déclinaison dans des contrats concernant chaque service du groupe. Deux points de désaccord subsistent concernant deux contrats.

La SACD et l'ADAGP ont signé au début de l'année 2018 un nouveau contrat avec YouTube qui sécurise les droits des auteurs sur une période de quatre ans à un niveau significativement plus élevé que le précédent.

La SACD et l'ADAGP ont aussi dénoncé, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2019, le contrat avec France Télévisions signé en 2010 en commun avec la SCAM considérant que ce contrat, signé avant l'essor de la télévision de rattrapage, n'était plus adapté, notamment eu égard aux annonces concernant l'évolution du service public, à la croissance des usages délinéarisés dont l'importance actuelle et future n'est pas prise en compte dans le contrat dénoncé et aux critères de valorisation des répertoires figurant dans l'ordonnance de 2016. Tous les éléments montrent qu'à l'aune de ces critères, la rémunération du répertoire de la SACD ne correspond pas, en l'état, à sa valeur objective. En dépit de la volonté de la SACD d'engager très rapidement des discussions, aucun accord n'a pu être trouvé entre les deux sociétés à mi-avril 2019 et le groupe France Télévisions diffuse donc sans autorisation depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 les œuvres représentées par la SACD et l'ADAGP.

La SACD a par ailleurs conclu des contrats avec les services de vidéo par abonnement Brefcinéma, Benshi, La Cinétek, Uncut et VoD Factory.

Avec Amazon Prime, les discussions se poursuivent mais demeurent complexes et n'ont pas débouché à ce jour. La société Amazon est donc depuis l'ouverture de son service Amazon Prime en France et en Belgique en infraction avec les dispositions du code de la propriété intellectuelle.

Dans le domaine de la radio, la SACD a conclu un nouveau contrat avec Europe 1 pour revaloriser la valeur minutaire du répertoire et établi un contrat type de commande avec Radio France qui a vocation à s'appliquer à toutes les antennes du groupe.

### III. LES ACTIONS INSTITUTIONNELLES EN FAVEUR DES DROITS ET DU STATUT DES AUTEURS

Durant l'année passée, les plus grandes victoires politiques et institutionnelles en faveur des auteurs ont été européennes. Et pour chacune d'elle, la SACD a joué un rôle moteur aux côtés des organisations européennes.

En premier lieu, après plusieurs années de combats intenses face aux géants mondiaux du Net, la **directive sur le droit** d'auteur a été adoptée en mars 2019. Elle comporte des avancées majeures et inédites pour les auteurs et l'Europe de la Culture.

En particulier, cette directive consacre, pour la première fois, un droit à une rémunération juste et proportionnelle des créateurs partout en Europe ; une demande formulée depuis plusieurs années par la SACD, aux côtés de la Société des Auteurs Audiovisuels (SAA) qui représente désormais 31 sociétés de gestion collective et dont Patrick Raude assure la vice-présidence au nom de la SACD. La reprise de cette proposition est un succès qui devrait améliorer la situation et la rémunération des auteurs français et européens.

L'adoption de cette directive renforce également les droits des auteurs à l'égard des producteurs et laisse entrevoir de réelles opportunités : pour renforcer la transparence des comptes pour les auteurs ; pour revaloriser leur situation contractuelle.

Enfin, la directive apporte aussi une évolution très positive, soutenue par la SACD tout au long des débats, sur le partage de la valeur avec les grandes plateformes numériques. L'article 17 inscrit deux nouveaux principes dans le droit européen : l'obligation pour ces acteurs du numérique de conclure des accords de licence avec les ayants droit ; le renforcement de leur responsabilité en cas de diffusion illicite d'œuvres.

Alors que des accords ont déjà été conclus depuis plusieurs années avec des services comme Netflix ou YouTube, d'autres géants du Net, et en particulier Facebook, se réfugient aujourd'hui derrière un statut de simple hébergeur technique pour échapper à toute régulation et ne pas verser de rémunérations aux auteurs. Cet article de la directive était nécessaire pour amener ces plateformes récalcitrantes à signer des accords de licence avec la SACD et payer ainsi des droits aux auteurs dont les œuvres sont sur leur plateforme.

C'est pour obtenir ces mesures favorables aux auteurs que la SACD s'est mobilisée tout au long de l'année tant en France qu'en Europe. Ce travail s'est avéré payant, d'abord au niveau du Parlement européen qui le premier a voté la création d'un droit à rémunération proportionnelle pour les auteurs audiovisuels, puis au niveau du Conseil européen grâce au soutien de l'Etat français.

Il en est de même pour la **directive sur les services de médias audiovisuels**, adoptée en octobre 2018, qui permet d'intégrer les géants du Net dans nos politiques de soutien à la création européenne : obligations d'investissement et quota d'œuvres européennes dans les catalogues des plateformes.

Enfin, la **directive Câble-Satellite**, adoptée en mars 2019, étend le périmètre de la gestion collective du droit d'auteur aux services OTT et au web. Elle établit également un nouveau cadre pour *l'injection directe*, plus sécurisant et protecteur pour la rémunération des auteurs dans un contexte qui était marqué par une multiplication des contentieux.

2019 est une année d'élections européennes. La SACD entreprendra toutes les actions nécessaires à une bonne compréhension et une bonne prise en compte des intérêts des auteurs.

En France, le bilan est plus mitigé et inquiétant sous plusieurs aspects, notamment sur le front France Télévisions pour l'animation et le cinéma. En juin 2018, le ministère de la Culture a annoncé la suppression de France4 et France Ô. France4 représente 60% de l'offre française d'animation du service public et près de 35% de l'offre globale de cinéma. France4 et France Ô représentent ensemble 45% de l'offre cinéma du groupe audiovisuel public. France Télévisions annonce le transfert des programmes sur une plateforme numérique qui n'existe toujours pas et ne sera accessible qu'aux Français abonnés à des offres de services d'accès à internet à haut débit. Dans ce cadre, outre la nécessaire sécurisation des droits des auteurs sur les différentes antennes et plateformes du groupe audiovisuel public qui a conduit la SACD à dénoncer le contrat avec France Télévisions au 1<sup>er</sup> janvier 2019, la SACD s'est fortement mobilisée auprès des parlementaires et du gouvernement pour s'opposer à cette réforme et mettre en évidence les risques qu'elle fait porter à deux secteurs d'excellence française que sont l'animation et le cinéma. La transformation de l'audiovisuel public demeure un enjeu majeur et continue à mobiliser les équipes.

La SACD se mobilise aussi contre la volonté de certains ministres de supprimer la redevance audiovisuelle, ressource fiscale affectée existant dans tous les pays européens disposant d'un service public audiovisuel digne de ce nom.

Le travail préparatoire à la réforme annoncée de la loi de 1986 sur la communication audiovisuelle a aussi été enclenché en 2018. La SACD portera deux enjeux clés : la garantie d'un haut niveau d'investissement des diffuseurs dans la création, une transposition ambitieuse des nouvelles obligations pesant sur les plateformes établis à l'étranger et enfin l'encadrement des relations entre les diffuseurs, les producteurs et les auteurs.

Dans la modernisation de la chronologie des médias, la SACD n'a cessé de rappeler l'intérêt des auteurs : que les œuvres soient créées, disponibles et vues. L'enjeu est important, il est question d'inciter les nouvelles plateformes à investir dans le cinéma en complément des financements traditionnels. Sous cet angle, la réforme de la chronologie des médias présente une avancée timide. La future loi audiovisuelle offrira peut-être l'opportunité de moderniser à nouveau cette chronologie des médias, toujours obsolète malgré sa modification récente. La SACD œuvrera en ce sens.

C'est également le soutien apporté aux auteurs, scénaristes comme réalisateurs, qui doit faire l'objet d'une modernisation. C'est pourquoi la SACD a participé activement aux négociations professionnelles engagées avec les producteurs audiovisuels pour renforcer l'encadrement des pratiques contractuelles et mieux associer les auteurs aux recettes d'exploitation.

La réalisation conjointement avec le CNC d'une étude sur les dépenses d'écriture dans le cinéma et les séries et sur les rémunérations des scénaristes, rendue publique en avril 2019, est une grande première. La SACD espère que le diagnostic partagé issu de cette étude sera le point de départ d'une nouvelle politique publique de soutien à l'écriture, plus ambitieuse et protectrice pour les auteurs. Dans le même esprit, l'étude commandée par la SACD au Centre de Sociologie des Organisations (Sciences Po/CNRS) sur « les conditions de travail des scénaristes de télévision dans l'animation française » sera présentée au Festival d'Annecy.

En matière de spectacle vivant, la SACD a défendu la place de la création contemporaine et des auteurs vivants auprès des collectivités locales et du ministère de la Culture et continue à militer pour une meilleure circulation et diffusion des créations dramatiques. En revanche, nous attendons toujours la mise en place de l'Observatoire du spectacle vivant prévu par la loi Création.

Sur le statut social des auteurs, la SACD a activement participé à la concertation lancée par le ministère de la Culture avec le ministère des Affaires sociales sur le régime social des auteurs. Elle y a défendu les intérêts des auteurs dans la mise en place de la réforme prévue par la loi de finance de la sécurité sociale pour 2018 concernant les modifications de recouvrement des cotisations au régime général de la sécurité sociale et les conditions d'ouverture de droit aux différentes prestations au 1<sup>er</sup> janvier 2019 : transfert du recouvrement à l'ACOSS et cotisation à l'assurance vieillesse à partir du 1<sup>er</sup> euro de revenu. Le décret d'application de la loi est paru le 19 décembre 2018. Une vigilance particulière a été portée aux conditions de mise en place de cette réforme importante qui permet aux auteurs d'être affiliés au régime général de la sécurité sociale dès le 1<sup>er</sup> euro de revenu sans démarche particulière et de pouvoir acquérir des droits à la retraite dudit régime plus rapidement qu'auparavant. La SACD a aussi obtenu de pouvoir représenter les auteurs au sein des commissions professionnelles de l'AGESSA.

La SACD est également intervenue auprès du gouvernement pour demander la parution rapide d'un décret permettant la prise en charge par les producteurs d'une partie de la cotisation au régime de retraite complémentaire, le RAAP.

Sur la compensation de la hausse de la CSG, la SACD s'est fortement mobilisée en engageant des discussions avec le nouveau gouvernement dès juin 2017. Confortée par une large mobilisation des représentants des auteurs de différents secteurs de la création, cette action de la SACD s'est traduite par l'engagement des pouvoirs publics à trouver une solution de compensation de la hausse de la CSG sur les droits d'auteur. C'est chose faite pour 2018 avec le décret du 15 mai 2018 prévoyant une aide au bénéficiaire des auteurs pour le maintien de leur pouvoir d'achat en 2018. Le gouvernement a enfin confirmé qu'un prochain décret instaurera très prochainement une mesure pérenne pour la suite.



## IV. AMÉLIORATION DU SERVICE AUX AUTEURS

### 1. La gestion des droits

En 2018, la SACD a poursuivi ses actions d'amélioration de la performance dans la gestion des droits tant sur le plan de l'efficacité, que de la rapidité, la transparence et le coût. Depuis plusieurs années, la SACD travaille en effet à une optimisation de ses modalités de gestion avec deux objectifs principaux : augmenter son efficacité tout en réduisant les coûts pour les auteurs.

En spectacle vivant, la réorganisation consécutive à la dénonciation par la SACEM du contrat couvrant les activités mixtes de perception du spectacle vivant en région (en 2013), a permis une augmentation du niveau des perceptions ainsi qu'une accélération des délais de perception et de répartition de leurs droits aux auteurs. Elle a aussi engendré une importante économie de gestion qui bénéficie aux auteurs : la retenue sur droits opérée par la SACD pour les spectacles joués en province et en Belgique a ainsi baissé de près de 10 % en juillet 2018.

Par ailleurs, les délais d'encaissement des droits ont de nouveau été réduits en 2018 et se situent à 3,4 mois sachant qu'en 2017, ils avaient déjà été réduits d'un mois.

En outre, la SACD est passée, au printemps 2019, à deux répartitions par mois pour les auteurs de spectacle vivant qui reçoivent désormais leurs droits deux fois plus vite. À la traditionnelle répartition du 10 du mois s'ajoute désormais une répartition aux alentours du 25.

En audiovisuel, un nouveau calendrier de répartition a été mis en œuvre en 2018 permettant une augmentation de la fréquence des répartitions. Les droits des chaînes traditionnelles par exemple sont depuis lors répartis mensuellement contre trimestriellement auparavant. Cela a mécaniquement entraîné une réduction des délais de paiement des droits aux auteurs ainsi qu'une augmentation de 12% des sommes réparties au cours de l'année 2018.

Le plan d'automatisation de la gestion des droits de bout en bout a franchi, en 2018, des étapes importantes avec l'intégration dans un système d'information unique, en France comme en Belgique, de la perception en gestion collective.

Rappelons qu'en matière de gestion des droits audiovisuels, la SACD est tributaire des données réelles de diffusion, transmises par les chaînes, pour effectuer les calculs définitifs de répartition des droits. Pour compenser ces délais plus ou moins longs selon les chaînes, la SACD propose aux auteurs des acomptes. Ils peuvent en faire la demande le lendemain de la diffusion de leur œuvre si celle-ci est bien déclarée à la SACD. Afin de faciliter les démarches, la demande d'acompte a été dématérialisée début 2019 et est maintenant accessible dans l'Espace personnel des auteurs du site [www.sacd.fr](http://www.sacd.fr).

Autre fait important, les auteurs de l'audiovisuel ont eux aussi bénéficié d'une baisse de taux de retenue sur droits en provenance de l'étranger à compter de juillet 2018 grâce à un travail d'optimisation de nos relations avec les Organismes de gestion collective étrangers.

La direction de l'Audiovisuel, du Cinéma et de la Création Numérique, placée depuis mars 2018 sous la responsabilité de Sandrine Antoine qui en est directrice depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, a procédé à l'adaptation des barèmes aux évolutions de la programmation des œuvres et à l'arrivée de nouveaux acteurs de diffusion.

Les discussions destinées à établir une nouvelle clé de partage des droits entre l'ensemble des auteurs de séries d'animation adaptées d'une œuvre préexistante se poursuivent de manière apaisée entre les parties prenantes et devraient pouvoir déboucher sur une solution consensuelle.



Plus globalement, un chantier d'envergure est mené depuis plusieurs années sur la réduction des droits en suspens qui ont accusé un nouveau recul de 31 % en 2018 grâce, notamment, à la mobilisation des équipes et au lancement d'un service en ligne affichant pour chaque auteur le montant ainsi que la cause du suspens tout en proposant, lorsque cela est possible, de les résoudre en ligne. Plus de 15 millions d'euros de droits en suspens ont ainsi pu être répartis au cours de l'année 2018.

## 2. Enrichissement de l'offre de services

L'offre de services aux auteurs s'est considérablement enrichie en 2018 : le Studio SACD a ouvert ses portes en septembre et, en juin, les travaux d'agrandissement des espaces de travail à la Maison des auteurs SACD ont été finalisés.

Depuis le 5 septembre 2018, les auteurs et créateurs SACD ont leur studio de tournage et montage gratuit sur simple réservation. Il comprend deux studios de 33m<sup>2</sup> et 17m<sup>2</sup> pour répéter, filmer, enregistrer, produire..., une station de postproduction pour le montage et l'étalonnage. Depuis son ouverture, le Studio SACD est partagé, de manière temporaire, avec le YouTube Space Paris dont les locaux habituels sont en plein travaux d'agrandissement. Ce partenariat permet à YouTube de ne pas subir de discontinuité de service du YouTube Space Paris et aux créateurs de la SACD de bénéficier d'un matériel performant, d'équipes spécialisées et de formations dispensées par des spécialistes. Le Studio rencontre un franc succès auprès des auteurs et créateurs de tous les répertoires de la SACD depuis son ouverture, pas seulement auprès des YouTubers.

Les travaux finalisés en mai 2018 à la Maison des auteurs SACD ont pour leur part conduit à doubler les espaces de travail proposés aux auteurs. Plus qu'un outil de travail, la Maison des Auteurs SACD est le quartier général d'une communauté d'auteurs encline au partage d'expérience, d'informations, d'idées, et d'opportunités professionnelles.

La SACD propose donc depuis 2018 des espaces de création à tous les stades d'avancement du projet, de l'écriture à la diffusion : bureaux et salles de réunion pour travailler seul ou en groupe, Studios et salle de montage, et enfin un auditorium de 70 places assises pour organiser une projection et le café pour échanger, discuter, se rencontrer.

La SACD s'attache parallèlement à générer des contacts et des opportunités pour ses membres. Les différents fonds de soutien mis en place sur les web-séries, les premières séries inédites, les podcasts, permettent aux auteurs de passer de l'idée au concret. La SACD organise aussi, à la Maison des Auteurs ou dans les différents espaces (salons) du siège de la rue Ballu : des rencontres thématiques (en collaboration avec le CNC ou Artcena), des masterclass avec de grands auteurs ou des rencontres professionnelles avec les dirigeants opérationnels des diffuseurs, tant en fiction qu'en cinéma ou animation (TF1, Canal+, Gulli, France Télévisions...). Et parce que les nouveaux modes de création sont des opportunités pour les auteurs, elle noue des partenariats avec de grands diffuseurs pour lancer des fonds d'aide à la création.

La SACD continue aussi à être très investie dans la formation professionnelle des auteurs auprès des grandes institutions reconnues comme La fémis, le CEEA, les Gobelins, La Poudrière et la Cinéfabrique à Lyon.

## 3. Des services en lignes plus nombreux, plus performants

Le site [sacd.fr](http://sacd.fr) est de plus en plus consulté et utile.

Dans sa partie publique ([www.sacd.fr](http://www.sacd.fr)), le nombre de pages vues a cru de +10,3% entre 2017 et 2018 à 2,2 millions de pages vues. Le nombre de visites est également en hausse de +8,8% à 1,7 millions.

Le nombre des utilisateurs réguliers augmente (91 732 visiteurs sont revenus plusieurs fois sur le site contre 83 484 l'année précédente) et ils viennent plus souvent. Le trafic en provenance des réseaux sociaux est très majoritairement généré par Facebook (78 %) puis Twitter (18 %) et LinkedIn (2 %) sachant qu'Instagram est un réseau social d'image et non de trafic.

Les auteurs établis en Belgique se connectent davantage au site français (+40 % à 1 728 visites en 2018 contre 1 231 l'année précédente). En 2018, un chantier important a été mené pour permettre aux auteurs SACD en Belgique d'avoir accès à tous les services en ligne. Il se poursuit sur 2019 et tient compte des spécificités des auteurs belges qui voient donc leur offre de services croître considérablement.

Dans sa partie authentifiée (l'Espace personnel de chacun), les résultats sont plus que satisfaisants. Le nombre de pages vues de l'espace authentifié est en très forte augmentation (+77,57 %) ce qui montre l'attrait des services en ligne et des informations ciblées.

L'Espace authentifié est en effet constamment enrichi depuis deux ans. En 2018, plusieurs services ont été lancés à destination des auteurs, mais aussi des producteurs, des diffuseurs ou des Organismes de gestion collective avec lesquels la SACD est en relation sur le plan international. Car chacun possède désormais un Espace authentifié adapté à son profil avec des services et informations pertinents. Plusieurs services ont aussi été modernisés, améliorés en fonction des retours des utilisateurs et/ou des opportunités techniques.

Les auteurs membres peuvent désormais : consulter dans leur Espace personnel *Les exploitations de leurs œuvres* avec un suivi de facturation, *débloquer leur(s) droit(s) en suspens* ou *régler en ligne leur cotisation annuelle*. La *déclaration en ligne* évolue également sans cesse dans le sens de la simplification (tableau de suivi, simplification de la transmission du contrat, relances ciblées...) et pour intégrer de nouvelles déclarations (web, langue anglaise...). D'ailleurs, en 2018, 53 % des 15 445 déclarations visées ont été dématérialisées, versus 22 % en 2017. L'objectif est de fortement augmenter le recours à ce service de déclaration des œuvres en ligne.

Pour les nouveaux membres, l'adhésion en ligne a été considérablement allégée et simplifiée. D'ailleurs, 90 % des adhésions se font désormais en ligne.

Le service en ligne dédié aux compagnies Amateur a lui aussi été simplifié après intégration des retours formulés par ses utilisateurs sur la première version. La quasi-totalité des demandes d'autorisation des compagnies Amateur sont ainsi aujourd'hui déposées à la SACD via ce service en ligne.

Les diffuseurs, eux, ont accès à un service de suivi de la facturation et de paiement en ligne intégrant de nouvelles possibilités de règlement des factures. La SACD a engagé une action volontariste de disparition progressive du paiement des droits d'auteur par chèque dans un double souci d'efficacité et de sécurisation des paiements.

Et les Organismes de gestion collective avec lesquels la SACD a des accords de réciprocité bénéficient d'un nouveau service en ligne de gestion des autorisations en spectacle vivant.

Pour tout le monde, le service de protection des œuvres en ligne e-dpo a été rénové et la tarification a été modernisée.

Le dernier élément marquant en matière de services numériques concerne l'Assemblée générale. La participation des associés, qui avait très fortement progressé en 2017, s'est stabilisée pour l'Assemblée générale 2018, avec une prépondérance écrasante du vote

en ligne (qui a encore progressé de 8,5% par rapport à 2017, avec 8 253 votants, soit 98,7% du total) et la marginalisation du vote par correspondance postale ou en séance. L'Assemblée générale mixte a ainsi pu être tenue à la Maison des auteurs et les coûts d'organisation s'en sont trouvés nettement réduits.

Les projets qui seront développés en 2019 apporteront d'autres nouveautés mais il est trop tôt pour les présenter.

Il est néanmoins nécessaire de retenir que le but de cette « transformation digitale » demeure, bien entendu, d'automatiser ce qui peut l'être pour concentrer le travail des équipes de la SACD sur des actions à valeur ajoutée et des relations personnalisées avec les auteurs plutôt que sur des tâches administratives. C'est l'impulsion que suivent en particulier les équipes du Pôle Auteur désormais placé sous la responsabilité de Véronique Aubergeon nommée Directrice Auteurs Utilisateurs en octobre 2018. C'est l'impulsion que suivent toutes les équipes de la SACD.

## V. PLATEFORMES ET NOUVELLES CRÉATIONS

La personnalisation de la relation passe par la prise en compte des spécificités des auteurs et la capacité à répondre à leurs problématiques particulières de manière coordonnée et efficace.

C'est dans cet esprit qu'a été créée, en 2018, la *cellule web* composée de plusieurs collaborateurs de plusieurs directions de la SACD, mais point d'entrée unique pour les auteurs du web. Cette nouvelle organisation a porté ses fruits dans la mesure où plus de 40 000 nouvelles œuvres web ont été déclarées à la SACD en 2018, soit une augmentation de +453 %, et près de 450 créateurs du web ou vidéastes sont devenus membres de la SACD.

Tout au long de l'année, seule ou en collaboration avec des partenaires reconnus pour leur expertise, la SACD organise des rencontres et formations pour les auteurs, notamment les web créateurs, comme par exemple avec le CNC, le 4 juin 2018, une rencontre sur : « *Nouvelles plateformes de diffusion (YouTube, Studio +...)* Une approche différente de l'écriture ? » ou encore la rencontre professionnelle avec Gilles Freissinier, directeur d'Arte créative en mai 2018. De même, avec YouTube qui partage le Studio SACD depuis le mois de septembre, des rencontres spécifiques sont régulièrement organisées à la Maison des auteurs SACD comme « De YouTube à la scène », qui a rencontré un vif succès.

## VI. À L'INTERNATIONAL

A la suite de la transposition en droit français de la directive européenne sur la gestion collective des droits d'auteurs et des droits voisins, de la modification des statuts de la SACD en Assemblée générale en 2017, et de l'entrée en vigueur du Règlement général sur la protection des données (RGPD), la SACD a entrepris de renégocier l'ensemble des contrats de représentation la liant aux Organismes de Gestion Collective (OGC) étrangers. L'objectif est d'accélérer les délais de répartition, de clarifier et mettre à jour certaines clauses ainsi que les frais de gestion appliqués dans le cadre de ces accords. Ainsi, en 2018, 16 contrats ont été renégociés et signés avec 13 OGC européens et ce travail de renégociation des contrats se poursuivra en 2019.

La SACD, membre du Conseil d'administration de la CISAC (Confédération Internationale des Sociétés d'Auteurs Compositeurs) qui regroupe des sociétés de tous répertoires et de tous pays, est toujours attentive à ce que la voix des répertoires audiovisuel et

dramatique soit entendue au sein de cette organisation multi-répertoires. Par ailleurs, la SACD préside, via sa directrice des Affaires internationales, Géraldine Loulergue, la Commission technique CISAC rassemblant tous les OGC de l'audiovisuel et du spectacle vivant : en 2018 plusieurs chantiers ont été lancés afin de clarifier et documenter les pratiques respectives des OGC notamment en matière de répartition des droits de retransmission par câble, et d'adaptation d'œuvres pré-existantes ; par ailleurs, il est envisagé d'harmoniser les procédures de demandes d'autorisation de représentation d'œuvres du spectacle vivant.

La définition de bonnes pratiques, l'harmonisation des outils et process et l'amélioration de la documentation échangée entre OGC, font partie des préoccupations et objectifs que la SACD défend et promeut activement auprès des OGC étrangers, notamment dans le cadre de la CISAC.

## VII. L' ACTION CULTURELLE

Afin de mieux répondre aux enjeux stratégiques de la SACD et à la demande de la Commission permanente de contrôle des OGC, le Conseil d'administration a voté en 2018 une réforme applicable dès 2019, afin de soutenir les actions culturelles emblématiques et prioritaires.

L'ancien système de ventilation du budget et de prise de décision sur les soutiens au titre de l'action culturelle (70 % : actions principales et 30 % : actions pour chaque discipline de la SACD, en cours d'année) a été remplacé par un nouveau dispositif. Le budget 2019 a ainsi identifié les actions culturelles répertoire par répertoire en conservant deux enveloppes non affectées par répertoire avec un budget de réactivité et un budget stratégie qui permettent à la société, en cours d'année, de décider rapidement d'actions culturelles. À cette occasion, une liste resserrée des manifestations à soutenir en 2019 a été votée par le Conseil d'administration dès le début d'année après une évaluation des manifestations stratégiques.

La gouvernance des décisions en matière d'actions culturelles a également été profondément transformée suite aux recommandations de la Commission de contrôle. En dehors des soutiens aux festivals et aux manifestations, qui sont dorénavant décidés par le Conseil d'administration, les décisions d'attribution individuelle d'un soutien à un auteur ou une création sont prises par des jurys spécifiques distincts du Conseil d'administration et de ses membres.

En 2018, les ressources brutes de l'action culturelle ont augmenté de 11 % par rapport à 2017, soit plus de 700 000 € supplémentaires, pour un nombre total de 378 partenariats (+3,8%).

L'**association Beaumarchais** a pour sa part attribué en 2018 75 bourses d'écriture à 93 auteurs et co-auteurs dans tous les répertoires représentés à la SACD. Trois projets ont également été récompensés dans le cadre de la Bourse Orange XD sur la réalité virtuelle. Les quatre auteurs lauréats de ces projets ont bénéficié de deux masterclass conjointement organisées par Beaumarchais et Orange.

**Auteurs Solidaires**, le fonds de dotation créé en novembre 2014 à l'initiative de la SACD, a quant à lui mené trois grandes opérations en 2018 : « Un cirque dans ma tête » à Marseille ; « La vie rêvée... » à Nogent-sur-Marne et « Raconte-moi ta vie » à Sarcelles.

## 2 Article R321 - 14 II - 1 du CPI

### Compte de résultat et bilan

#### NB 1 :

La présentation complète des comptes, y compris l'annexe, est disponible auprès de la société et dans l'espace personnel de chaque auteur membre.

#### NB 2 :

Les chiffres figurant dans le tableau ci-après sont issus de la comptabilité générale de la Société et arrondis automatiquement à l'euro supérieur. L'application de cette règle d'arrondi peut conduire dans le calcul des totaux généraux ou intermédiaires à des différences de 1 à 2 euros qui ont donc un caractère normal.

## Charges

|  | EXERCICE 2018     |  | EXERCICE 2017     |  |
|--|-------------------|--|-------------------|--|
| <b>I - CHARGES D'EXPLOITATION</b>  | <b>43 840 545</b> |  | <b>42 123 516</b> |  |
| A - Achats et charges externes   | 11 801 041        |  | 11 376 055        |  |
| B - Impôts et taxes  | 758 550           |  | 838 004           |  |
| C - Charges de personnel   | 18 801 321        |  | 18 254 807        |  |
| Salaires   | 10 833 852        |  | 10 749 802        |  |
| Charges sociales   | 5 174 517         |  | 5 128 610         |  |
| Charges diverses   | 802 252           |  | 683 150           |  |
| Délégation de Bruxelles  | 1 990 700         |  | 1 693 244         |  |
| <b>D - Autres charges d'exploitation</b>                                   | <b>10 323 249</b> |  | <b>9 770 668</b>  |  |
| a) Charges d'action sociale auteurs  | 3 307 906         |  | 3 476 200         |  |
| Allocations complémentaires  | 3 061 377         |  | 3 222 108         |  |
| Autres dépenses à caractère social   | 246 529           |  | 254 092           |  |
| b) Charges d'action culturelle   | 6 911 200         |  | 6 204 800         |  |
| Imputées sur les ressources légales  | 5 527 931         |  | 4 835 704         |  |
| Imputées sur les ressources volontaires                                    | 1 383 269         |  | 1 369 096         |  |
| c) Autres charges d'exploitation   | 104 143           |  | 89 669            |  |
| <b>E - Dotations aux amortissements</b>                                    | <b>1 771 379</b>  |  | <b>1 483 981</b>  |  |
| <b>F - Dotations aux provisions</b>  | <b>385 005</b>    |  | <b>400 000</b>    |  |
| <b>II - CHARGES FINANCIERES</b>  | <b>52 672</b>     |  | <b>37 592</b>     |  |
| Intérêts bancaires   | 0                 |  | 14                |  |
| Pertes de change   | 806               |  | 816               |  |
| Charges sur cessions de valeurs mobilières de placement                    | 6 068             |  | 0                 |  |
| Charges sur cessions de titres de participation                            | 0                 |  | 0                 |  |
| Provision dépréciation des titres de participations et créances rattachées | 0                 |  | 0                 |  |
| Provision pour charges financières   | 0                 |  | 0                 |  |
| Quote part produits financiers rattachée à l'action culturelle             | 45 799            |  | 36 762            |  |
| <b>III - CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>                                       | <b>33 401</b>     |  | <b>1 938 989</b>  |  |
| <b>IV - INTÉRESSEMENT</b>  | <b>681 951</b>    |  | <b>493 420</b>    |  |
| <b>Total des charges (I+II+III+IV)</b>                                     | <b>44 608 570</b> |  | <b>44 593 517</b> |  |
| <b>Résultat de l'exercice</b>  | <b>181 795</b>    |  | <b>182 019</b>    |  |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>   | <b>44 790 365</b> |  | <b>44 775 535</b> |  |
| Total du compte de résultat avec les centimes :                            | 44 790 364,99     |  | 44 775 535,37     |  |

# Ressources

|  | EXERCICE 2018     |  | EXERCICE 2017     |  |
|--|-------------------|--|-------------------|--|
| <b>I - RESSOURCES D'EXPLOITATION</b>   | <b>42 514 631</b> |  | <b>42 431 059</b> |  |
| A - Récupération et refacturation des charges                                | 1 124 000         |  | 989 600           |  |
| Récupérat. des charges d'exploitation d'action culturelle                    | 1 124 000         |  | 989 600           |  |
| <b>B - Retenues sur droits</b>   | <b>16 991 034</b> |  | <b>25 009 729</b> |  |
| Retenues sur spectacle vivant  | 5 279 901         |  | 5 276 369         |  |
| Retenues sur audiovisuel   | 17 080 737        |  | 14 886 946        |  |
| Reprise provision  | - 10 420 248      |  | 0                 |  |
| Retenues sur écrit (reprographie)  | 7 504             |  | 29 201            |  |
| Retenues sur droits divers   | 0                 |  | 0                 |  |
| Retenues sur perceptions annexes   | 5 043 139         |  | 4 817 213         |  |
| <b>C - Autres ressources d'exploitation</b>                                  | <b>24 399 597</b> |  | <b>16 037 347</b> |  |
| a) Produits de gestion courante  | 1 191 624         |  | 842 133           |  |
| b) Produits divers   | 16 296 785        |  | 8 990 373         |  |
| - produits affectés aux allocations complémentaires (cantonnement)           | 3 061 377         |  | 3 222 108         |  |
| - autres produits  | 13 235 408        |  | 5 768 265         |  |
| c) Ressources d'action culturelle  | 6 911 188         |  | 6 204 841         |  |
| - part légale  | 5 527 931         |  | 4 835 704         |  |
| - part volontaire  | 1 383 257         |  | 1 369 137         |  |
| <b>D - Reprises sur provisions</b>   | <b>0</b>          |  | <b>394 383</b>    |  |
| <b>II - RESSOURCES FINANCIÈRES</b>   | <b>1 112 649</b>  |  | <b>2 344 436</b>  |  |
| Intérêts des prêts   | 5 069             |  | 7 679             |  |
| Produits sur créances diverses   | 37 771            |  | 39 597            |  |
| Revenus sur valeurs mobilières de placement                                  | 1 023 456         |  | 1 773 460         |  |
| Gains de change  | 445               |  | 6 804             |  |
| Produits nets sur cessions de titres de participation                        | 0                 |  | 0                 |  |
| Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement :              |                   |  |                   |  |
| - Sur F.C.P. SACD investissement   | 0                 |  | 0                 |  |
| - Sur autres valeurs mobilières de placement                                 | 45 908            |  | 516 895           |  |
| Reprise provision dépréciat. sur titres participatifs et créances rattachées | 0                 |  | 0                 |  |
| Reprise provision pour charges financières                                   | 0                 |  | 0                 |  |
| <b>III - RESSOURCES EXCEPTIONNELLES</b>                                      | <b>1 163 085</b>  |  | <b>40</b>         |  |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)</b>  | <b>44 790 365</b> |  | <b>44 775 535</b> |  |
|  | 44 790 364,99     |  | 44 775 535,37     |  |

# Bilan au 31 décembre 2018

## Actif

|  | AU 31 DÉCEMBRE 2018 |                               |                    | EXERCICE 2017      |
|--|---------------------|-------------------------------|--------------------|--------------------|
|  | Valeur brute        | Amortissement<br>ou provision | Valeur nette       | Valeur nette       |
| <b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>                 | <b>10 605 353</b>   | <b>7 397 685</b>              | <b>3 207 668</b>   | <b>2 346 015</b>   |
| Licences logiciels informatiques                     | 10 502 353          | 7 397 685                     | 3 104 668          | 2 346 015          |
| Fonds de commerce                                    | 103 000             |                               | 103 000            | 0                  |
| <b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>                   | <b>21 599 827</b>   | <b>13 198 874</b>             | <b>8 400 953</b>   | <b>8 321 281</b>   |
| <b>Constructions :</b>                               |                     |                               |                    |                    |
| a) Terrain   | 1 784 131           |                               | 1 784 131          | 1 784 131          |
| b) Plantations                                       | 24 423              | 13 917                        | 10 506             | 12 948             |
| c) Agencement et aménagement des extérieurs          | 50 544              | 24 807                        | 25 738             | 28 265             |
| d) Bâtiments   | 5 994 555           | 2 751 475                     | 3 243 080          | 3 342 391          |
| e) Façade  | 2 101 073           | 1 174 739                     | 926 334            | 984 239            |
| f) Installation et aménagement construction          | 4 357 609           | 3 266 714                     | 1 090 895          | 1 071 182          |
| g) Installation et aménagement locaux                | 2 723 348           | 2 137 159                     | 586 189            | 530 862            |
| h) Installations techniques                          | 1 878 164           | 1 531 073                     | 347 091            | 206 215            |
| <b>Autres immobilisations corporelles :</b>          |                     |                               |                    |                    |
| a) Matériel de transport                             | 191 750             | 62 794                        | 128 956            | 59 583             |
| b) Matériel informatique                             | 1 149 755           | 970 544                       | 179 211            | 208 949            |
| c) Matériel de bureau                                | 321 256             | 311 608                       | 9 648              | 15 422             |
| d) Mobilier de bureau                                | 988 870             | 933 457                       | 55 412             | 67 250             |
| e) Autres immobilisations corporelles                | 34 349              | 20 587                        | 13 762             | 9 843              |
| <b>IMMOBILISATIONS EN COURS D'ACQUISITION</b>        | <b>349 545</b>      |                               | <b>349 545</b>     | <b>1 119 976</b>   |
| <b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>                   | <b>6 990 379</b>    | <b>175 820</b>                | <b>6 814 560</b>   | <b>6 396 759</b>   |
| Titres de participation                              | 189 109             | 12 147                        | 176 962            | 176 962            |
| Créances rattachées à des participations             | 5 841 033           | 163 673                       | 5 677 360          | 5 254 662          |
| Prêts  | 940 115             |                               | 940 115            | 944 899            |
| Dépôts et cautionnements donnés                      | 20 123              |                               | 20 123             | 20 235             |
| <b>TOTAL I - ACTIF IMMOBILISÉ</b>                    | <b>39 545 105</b>   | <b>20 772 378</b>             | <b>18 772 726</b>  | <b>18 184 030</b>  |
| <b>CRÉANCES</b>                                      | <b>54 135 256</b>   | <b>353 358</b>                | <b>53 781 897</b>  | <b>40 546 146</b>  |
| Auteurs débiteurs                                    | 2 913 004           | 353 358                       | 2 559 645          | 2 159 863          |
| Avances et acomptes fournisseurs                     | 11 041              |                               | 11 041             | 18 912             |
| Clients et comptes rattachés                         | 42 453 012          |                               | 42 453 012         | 29 544 179         |
| Personnel  | 124 981             |                               | 124 981            | 4 772              |
| État et organismes sociaux                           | 488 881             |                               | 488 881            | 516 742            |
| Organismes professionnels                            | 0                   |                               | 0                  | 0                  |
| Autres créances                                      | 8 144 336           |                               | 8 144 336          | 8 301 679          |
| <b>VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT</b>               | <b>77 692 946</b>   |                               | <b>77 692 946</b>  | <b>95 221 287</b>  |
| OPCVM « Monétaires »                                 | 16 262 657          |                               | 16 262 657         | 35 796 281         |
| OPCVM « Diversifiés » :                              |                     |                               |                    |                    |
| - FCP SACD investissement                            | 30 800 735          |                               | 30 800 735         | 30 800 735         |
| - Autres diversifiés court terme                     | 30 445 580          |                               | 30 445 580         | 28 448 161         |
| OPCVM « Actions »                                    | 0                   |                               | 0                  | 0                  |
| Parts sociales                                       | 50                  |                               | 50                 | 50                 |
| Titres en dépôt                                      | 183 923             |                               | 183 923            | 176 060            |
| <b>DÉPÔTS À TERME ET TITRES CRÉANCES NÉGOCIABLES</b> | <b>91 510 028</b>   | <b>1 018 791</b>              | <b>90 491 237</b>  | <b>109 175 942</b> |
| <b>DISPONIBILITÉS</b>                                | <b>13 842 103</b>   |                               | <b>13 842 103</b>  | <b>2 977 174</b>   |
| <b>TOTAL II - ACTIF CIRCULANT</b>                    | <b>237 180 332</b>  | <b>1 372 149</b>              | <b>235 808 183</b> | <b>247 920 549</b> |
| Charges constatées d'avance                          | 491 852             |                               | 491 852            | 385 536            |
| Charges à répartir sur plusieurs exercices           | 0                   |                               | 0                  | 0                  |
| <b>TOTAL III - COMPTES DE RÉGULARISATION</b>         | <b>491 852</b>      |                               | <b>491 852</b>     | <b>385 536</b>     |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III)</b>                      | <b>277 217 289</b>  | <b>22 144 527</b>             | <b>255 072 761</b> | <b>266 490 116</b> |

Total du bilan avec les centimes :

255 072 761,23

266 490 115,91



# Bilan au 31 décembre 2018

## Passif

|   | AU 31 DÉCEMBRE 2018 |                    | AU 31 DÉCEMBRE 2017 |                    |
|---|---------------------|--------------------|---------------------|--------------------|
| <b>CAPITAL SOCIAL</b>                             |                     | <b>2 056 639</b>   |                     | <b>2 415 435</b>   |
| <b>REPORT À NOUVEAU</b>                           |                     | <b>604 604</b>     |                     | <b>422 585</b>     |
| <b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>                     |                     | <b>181 795</b>     |                     | <b>182 019</b>     |
| <b>TOTAL I - CAPITAUX PROPRES</b>                 |                     | <b>2 843 038</b>   |                     | <b>3 020 038</b>   |
| <b>PROVISIONS POUR ENGAGEMENTS SOCIAUX</b>        |                     | <b>7 032 829</b>   |                     | <b>6 853 922</b>   |
| Provision pour pensions du personnel              | 3 350 331           |                    | 3 237 356           |                    |
| Provision médailles du travail                    | 224 523             |                    | 227 969             |                    |
| Provision indemnités de fin de carrière           | 3 457 975           |                    | 3 388 597           |                    |
| <b>PROVISIONS POUR LITIGES</b>                    |                     | <b>5 742 519</b>   |                     | <b>6 778 207</b>   |
| <b>PROVISIONS POUR ACTION SOCIALE</b>             |                     | <b>533 115</b>     |                     | <b>520 576</b>     |
| <b>TOTAL II - PROVISIONS</b>                      |                     | <b>13 308 463</b>  |                     | <b>14 152 705</b>  |
| <b>DETTES</b>                                     |                     | <b>238 805 063</b> |                     | <b>249 142 701</b> |
| Dépôts et cautionnements reçus                    | 8 826               |                    | 6 963               |                    |
| Emprunts et concours bancaires                    | 3 457 504           |                    | 0                   |                    |
| Fournisseurs et comptes rattachés                 | 9 701 865           |                    | 8 858 396           |                    |
| Personnel   | 2 905 034           |                    | 2 479 627           |                    |
| État et organismes sociaux                        | 12 554 176          |                    | 12 157 944          |                    |
| Autres créditeurs divers                          | 6 266 247           |                    | 3 347 905           |                    |
| Auteurs créditeurs                                | 41 704 245          |                    | 51 833 127          |                    |
| Allocations complémentaires à verser aux auteurs  | 3 840 726           |                    | 4 037 535           |                    |
| Organismes professionnels                         | 446 524             |                    | 1 403 678           |                    |
| Droits audiovisuels à affecter                    | 97 725 185          |                    | 112 085 086         |                    |
| Droits spectacle vivant à répartir                | 400 023             |                    | 1 139 377           |                    |
| Droits de l'écrit (France) à répartir             | 0                   |                    | 116 177             |                    |
| Droits copie privée "Part auteurs" à affecter     | 9 355 101           |                    | 11 991 300          |                    |
| Droits copie privée "Part action culturelle"      | 4 671 216           |                    | 6 054 797           |                    |
| Droits France (AV et SV) facturés à encaisser     | 13 877 911          |                    | 0                   |                    |
| Droits Belgique (AV et SV) facturés à encaisser : |                     |                    |                     |                    |
| Audiovisuel                                       | 30 859 787          |                    | 32 603 008          |                    |
| Spectacle vivant                                  | 852 971             |                    | 873 414             |                    |
| Reprographie, prêt,...                            | 177 721             |                    | 154 368             |                    |
| <b>TOTAL III - DETTES</b>                         |                     | <b>238 805 063</b> |                     | <b>249 142 701</b> |
| <b>PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE</b>                |                     | <b>116 197</b>     |                     | <b>174 671</b>     |
| <b>TOTAL IV - COMPTES DE RÉGULARISATION</b>       |                     | <b>116 197</b>     |                     | <b>174 671</b>     |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)</b>                |                     | <b>255 072 761</b> |                     | <b>266 490 116</b> |

Total du bilan avec les centimes :

255 072 761,23

266 490 115,91

### **3 Article R321 - 14 II - 3 CPI**

## **Autorisations d'exploitation refusées et raisons motivant ces refus**

#### **I. AU TITRE DES EXPLOITATIONS SPECTACLE VIVANT :**

276 refus d'octroyer une autorisation d'exploitation en 2018, dont :

- > 261 en France (110 pour des exploitations par des amateurs et 151 pour des exploitations professionnelles)
- > 14 en Belgique
- > 1 au Canada.

Les raisons motivant ces refus d'autorisation sont les suivantes :

#### **Œuvre sous exclusivité**

L'œuvre fait déjà l'objet d'une autorisation délivrée en exclusivité à un entrepreneur de spectacle sur la période ou le territoire demandé

#### **Refus d'exploitations amateurs ou par extraits**

L'auteur refuse toute exploitation amateur de ses œuvres et ne souhaite être interrogé que sur des exploitations professionnelles.

L'auteur refuse toute exploitation partielle de ses œuvres ou des exploitations « montage », et il donne son autorisation uniquement pour des exploitations de l'œuvre intégrale ou pour des exploitations où son œuvre n'est pas jouée avec d'autres œuvres.

#### **Œuvre interdite**

L'auteur ne souhaite plus que l'œuvre soit jouée (il peut exister une autre version / traduction / adaptation de l'œuvre qui elle sera autorisée).

#### **Autres refus de l'auteur**

L'auteur refuse l'exploitation de son œuvre, pour des raisons qui lui sont personnelles (désaccord sur la mise en scène, la distribution, etc.).

## II. AU TITRE DES EXPLOITATIONS AUDIOVISUELLES :

Des refus d'exploitations peuvent intervenir au titre de la captation ou de l'adaptation audiovisuelle de spectacles vivants, et concerner la France et les pays francophones (gestion collective) ou l'international (gestion individuelle).

En effet, en **gestion collective**, bien que les diffuseurs aient accès à l'ensemble des œuvres du répertoire de la SACD, dans le cadre de l'autorisation générale qui leur est délivrée par les contrats généraux de reproduction et de représentation pour l'utilisation, celle-ci ne concerne pas les captations audiovisuelles. Pour ces dernières, les diffuseurs doivent adresser à la SACD une demande d'autorisation préalablement à tout enregistrement/diffusion/rediffusion de l'œuvre, afin que la Société recueille l'autorisation des auteurs/ayants droit concernés. À ce titre, **cinq refus** d'exploitation ont été enregistrés en 2018.

En **gestion individuelle**, les captations effectuées par des diffuseurs étrangers ou les adaptations audiovisuelles de spectacles vivants effectuées par des diffuseurs situés en France et dans les pays francophones doivent également faire l'objet d'une autorisation préalable délivrée par la SACD après consultation des auteurs ou ayants-droit concernés. À ce titre, **trois refus** ont été enregistrés en 2018 en ce qui concerne les captations à l'international (1 au Royaume Uni, 1 au Portugal et 1 en Italie).

À noter que la SACD ne gère pas les demandes d'adaptations audiovisuelles de spectacles vivants par des diffuseurs étrangers. Lorsque la Société reçoit ce type de demandes, elle les fait suivre directement aux auteurs ou à leurs ayants-droit, qui répondent directement aux diffuseurs étrangers.

Les raisons motivant les refus d'exploitation (captations ou adaptations) sur le secteur audiovisuel sont les suivantes (par ordre décroissant) :

- > montant de droits jugé insuffisant ;
- > mode d'exploitation non souhaité (notamment DVD et Internet), notamment pendant la période d'exploitation sous forme de spectacle vivant ;
- > mise en scène ou traduction n'étant pas ou plus au goût de l'auteur ou de l'ayant droit ;
- > indisponibilité des droits (exclusivité) ;
- > absence de réponse des ayants droit (successions, éditeurs littéraires, etc.) ;
- > priorité donnée à d'autres projets ;
- > méconnaissance par les ayants droit, notamment étrangers, de l'auteur décédé de l'adaptation française de l'œuvre concernée.

## **4 Article R321 - 14 II-4 CPI**

### **Structure juridique et gouvernance de la SACD**

La SACD est un organisme de gestion collective constitué sous forme de société civile régie par les articles 1832 et suivants du Code civil et par le titre II du livre III du code de la propriété intellectuelle.

Il est doté d'un Conseil d'administration et d'une Commission de surveillance élus par l'Assemblée générale des membres, et de deux co-gérants, le Président ou la Présidente du Conseil d'administration et le Directeur Général, ce dernier étant désigné par le Conseil d'administration.

## 5 Article R321 - 14 II - 5 CPI

### Liste des personnes morales contrôlées par la SACD avec informations diverses

#### Liste des filiales et participations de la SACD au 31 décembre 2018

|  | Q.P. du capital détenue (en %) | Valeur comptable des titres détenus (en €) |                      | Prêts et avances consenties et non remboursés (en €) | Chiffre d'affaires H.T. du dernier exercice (en €) | Résultat du dernier exercice clos (en €) - après IS- | Dividendes perçus au cours de l'exercice | Observations   |                               |
|--|--------------------------------|--|----------------------|--|--|--|--|----------------|-------------------------------|
|  |                                | Brute                                      | Nette (- provisions) |  |  |  |  |                |                               |
| <b>a) Filiales avec 100 % de participation</b>   |                                |  |                      |  |  |  |  |                |                               |
| "SCALA" S.A.R.L.<br>N° SIREN 383 353 174 00014<br>09, rue Ballu - 75009 PARIS  | 76 224,51                      | 100 %                                      | 76 224,51            | 76 224,51  | 121 959,21   | 338 572,80   | 28 118,05                                | 50 000         | Comptes arrêtés au 31/12/2017 |
| "SACD Ltée"<br>4446 boulevard St Laurent - bureau 202 - Montréal - Canada  | 69,21                          | 100 %                                      | 69,21                | 69,21  | 978 552,33   | 341 766,97   | 1 578,71                                 |                | Comptes arrêtés au 31/12/2017 |
| <b>b) Filiales avec au-moins 50 % de participation</b>   |                                |  |                      |  |  |  |  |                |                               |
| "SCI SACD Patrimoine"<br>N° SIREN 450 943 618 000<br>57, rue Ballu - 75009 PARIS   | 100 000                        | 90 %                                       | 90 000               | 90 000   | 2 201 499,14                                       | 570 572,96   | 273 781,31                               | 225 000        | Comptes arrêtés au 31/12/2017 |
| "Extra Média" S.C.<br>11 bis, rue Jean Goujon - 75008 PARIS  | 200                            | 50 %                                       | 100                  | 100  | 11 282   |  | -  |                | Comptes arrêtés au 31/12/2017 |
| <b>c) Filiales avec moins de 50 % de participation</b>   |                                |  |                      |  |  |  |  |                |                               |
| "SAGEL" S.C.R.L.<br>N° National 457.701.032<br>87, rue du Prince Royal - 1050 BRUXELLES (Belgique)                       | 24 789,35                      | 49,99 %                                    | 12 392,20            | 245,40   | 2 527 740,19                                       | 355 446  | -110 945                                 |                | Comptes arrêtés au 31/12/2017 |
| "A.V.A." (Sté des arts visuels associés)<br>11 rue Berryer 75008 Paris   | 750                            | 20 %                                       | 150                  | 150  | -  | 20 138   | 16 886                                   |                | Comptes arrêtés au 31/12/2017 |
| "Copie France"<br>11 bis rue Ballu 75009 Paris   | 1 200                          | 14,58 %                                    | 175                  | 175  | -  | 2 746 981,52   | 867 683,61                               |                | Comptes arrêtés au 31/12/2017 |
| "S.A.A." (Sté des auteurs audio) S.C.C.R.L.<br>N° Nat.450.976.556<br>87, rue du Prince Royal - 1050 BRUXELLES (Belgique) | 64 453                         | 8,87 %                                     | 5 713,79             | 5 713,79   | -  | 387 409  | -4 882                                   |                | Comptes arrêtés au 31/12/2017 |
| "REPROBEL" S.C.C.R.L.<br>N° national 453.088.681<br>87, rue du Prince Royal - 1050 BRUXELLES (Belgique)                  | 21 000                         | 8,33 %                                     | 1 750,               | 1 750  | -  | 2 810 527  | -  |                | Comptes arrêtés au 31/12/2017 |
| "AUVIBEL" S.C.C.R.L. - BRUXELLES   | 49 579                         | 5,11 %                                     | 2 534,46             | 2 534,46   | -  | 1 226 859  | -  |                | Comptes arrêtés au 31/12/2017 |
| <b>TOTAL</b>   |                                |  | <b>189 109</b>       | <b>176 962</b>                                       | <b>5 841 033</b>                                   | <b>8 798 273</b>                                     | <b>1 072 221</b>                         | <b>275 000</b> |                               |

S.C.C.R.L. = Société Civile Coopérative à Responsabilité Limitée

## 6 Article R321 - 14 II - 6 CPI

### Rémunérations et avantages accordés aux personnes mentionnées à l'article L323-13 (administrateurs et dirigeants) et aux membres de la Commission de surveillance

Dans le cadre de leurs fonctions, le montant des rémunérations brutes versées en 2018 aux représentants légaux est de 349 260 € et le montant total des avantages consentis est de 56 739,84 €, y compris l'indemnité pour frais de représentation et déplacement du Président ou de la Présidente.

En application de l'article 14 des statuts, les fonctions d'administrateur et de membre de la Commission de surveillance, à l'exception du Président ou de la Présidente du Conseil d'administration, ne donnent lieu à aucune rémunération.

Les administrateurs perçoivent des indemnités pour frais de représentation et de déplacements qui ne constituent pas un élément de rémunération, pour un montant de 400 532,50 € en 2018.

Les membres de la Commission de surveillance perçoivent, depuis la décision de l'Assemblée générale du 28 juin 2018, des indemnités pour frais de représentation et déplacement, dont le montant s'est élevé pour 2018 à 3 500 €.

**NB :**

*S'agissant des administrateurs et des membres de la Commission de surveillance, les montants mentionnés ci-dessus ne prennent pas en compte les droits d'auteur que ces derniers ont encaissés dans le courant de l'année 2018, ni les allocations complémentaires versées par la SACD sous certaines conditions aux auteurs retraités (dont certains d'entre eux sont bénéficiaires), dans la mesure où les droits ou allocations en question leur ont été versés en tant qu'auteurs et non en qualité d'administrateur.*

## 7 Article R321 - 14 II-7 CPI

### Revenus provenant de l'exploitation des droits ventilés par catégorie et par type d'utilisation et recettes résultant de leur investissement

Le montant des revenus provenant de l'exploitation des droits en 2018 (227 M€) figure dans le tableau ci-dessous, ventilé par catégorie de droits gérés et par type d'utilisation.

Y est également communiqué le montant des « recettes » (= produits financiers) résultant de l'investissement de ces revenus et comptabilisées sur l'exercice 2018, à savoir la somme de 0,78 M€.

#### Montant des revenus provenant de l'exploitation des droits

| 7  | Montant des revenus |
|--|---------------------|
| <b>Rémunération dont la gestion est confiée par les ayants droit</b>     |                     |
| Spectacle vivant   | 63 928 606          |
| Audiovisuel  | 156 398 749         |
| Écrit  | 321 616             |
| Câble  | 2 147 382           |
| <b>TOTAL</b>   | <b>222 796 352</b>  |
| <b>Rémunération dont la gestion est confiée en application de la loi</b> |                     |
| Copie Privée Art L311-1  | 4 646 741           |
| <b>TOTAL</b>   | <b>4 646 741</b>    |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>   | <b>227 443 094</b>  |
| <b>Recettes de l'investissement de ces revenus</b>                       |                     |
| Produits financiers  | 786 336             |



## **8 Article R321 - 14 II-8 CPI**

### **Informations financières sur le coût de la gestion des droits et services fournis aux titulaires des droits**

#### **Détails**

##### **Point 8A**

Ensemble des frais de fonctionnement et des frais financiers (avec explication de la méthode suivie pour l'attribution des coûts indirects éventuels).

##### **Point 8B**

Frais de fonctionnement et frais financiers correspondant uniquement à la gestion des droits (avec explication de la méthode suivie pour l'attribution des coûts indirects éventuels).

##### **Point 8C**

Frais de fonctionnement et frais financiers relatifs aux services sociaux, culturels et éducatifs.

##### **Point 8D**

Nature des ressources utilisées pour couvrir les coûts.

##### **Point 8E**

Déductions effectuées sur les droits et explication de leurs finalités.

##### **Point 8F**

Ratio Coûts de gestion / Droits perçus (avec explication de la méthode suivie pour l'attribution des couts indirects éventuels).

**Point 8A****Ensemble des frais de fonctionnement et des frais financiers**

| 8A   | Spectacle Vivant  | Audiovisuel       | Écrit         | Câble          | Copie Privée Art L311-1 | TOTAL             |
|--|-------------------|-------------------|---------------|----------------|-------------------------|-------------------|
| <b>Frais de fonctionnement</b>               |                   |                   |               |                |                         |                   |
| Charges directes                             | 8 822 335         | 8 271 720         | 28 638        | 113 572        | 245 760                 | 17 482 025        |
| Charges indirectes                           | 6 306 239         | 19 828 551        | 44 308        | 272 249        | 589 123                 | 27 040 471        |
| <b>Total Frais de fonctionnement</b>         | <b>15 128 574</b> | <b>28 100 271</b> | <b>72 946</b> | <b>385 822</b> | <b>834 883</b>          | <b>44 522 496</b> |
| <b>Frais financiers</b>                      |                   |                   |               |                |                         |                   |
| Charges directes                             | 0                 | 0                 | 0             | 0              | 0                       | 0                 |
| Charges indirectes                           | 1 603             | 5 041             | 11            | 69             | 150                     | 6 874             |
| <b>Total Frais financiers</b>                | <b>1 603</b>      | <b>5 041</b>      | <b>11</b>     | <b>69</b>      | <b>150</b>              | <b>6 874</b>      |
| <b>Frais de fonctionnement et financiers</b> |                   |                   |               |                |                         |                   |
| Charges directes                             | 8 822 335         | 8 271 720         | 28 638        | 113 572        | 245 760                 | 17 482 025        |
| Charges indirectes                           | 6 307 842         | 19 833 592        | 44 319        | 272 319        | 589 273                 | 27 047 344        |
| <b>FRAIS TOTAUX</b>                          | <b>15 130 177</b> | <b>28 105 312</b> | <b>72 957</b> | <b>385 891</b> | <b>835 033</b>          | <b>44 529 370</b> |

Les charges sont dans un 1<sup>er</sup> temps affectées au prorata des répartitions entre le spectacle vivant, l'audiovisuel et l'écrit.

Puis pour l'audiovisuel, le câble et la copie privée Art L311-1, les charges sont réparties en fonction des perceptions car nous n'avons pas les répartitions câble et CP Art L311-1

**Point 8B****Frais de fonctionnement et frais financiers sur la gestion des droits**

| 8B   | Spectacle Vivant  | Audiovisuel       | Écrit         | Câble          | Copie Privée Art L311-1 | TOTAL             |
|--|-------------------|-------------------|---------------|----------------|-------------------------|-------------------|
| <b>Frais de fonctionnement</b>               |                   |                   |               |                |                         |                   |
| Charges directes                             | 5 088 572         | 3 377 879         | 20 259        | 46 379         | 100 360                 | 8 633 448         |
| Charges indirectes                           | 5 832 735         | 18 339 313        | 41 412        | 251 802        | 544 877                 | 25 010 139        |
| <b>Total Frais de fonctionnement</b>         | <b>10 921 307</b> | <b>21 717 193</b> | <b>61 671</b> | <b>298 181</b> | <b>645 236</b>          | <b>33 643 587</b> |
| <b>Frais financiers</b>                      |                   |                   |               |                |                         |                   |
| Charges directes                             | 0                 | 0                 | 0             | 0              | 0                       | 0                 |
| Charges indirectes                           | 1 603             | 5 041             | 11            | 69             | 150                     | 6 874             |
| <b>Total Frais financiers</b>                | <b>1 603</b>      | <b>5 041</b>      | <b>11</b>     | <b>69</b>      | <b>150</b>              | <b>6 874</b>      |
| <b>Frais de fonctionnement et financiers</b> |                   |                   |               |                |                         |                   |
| Charges directes                             | 5 088 572         | 3 377 879         | 20 259        | 46 379         | 100 360                 | 8 633 448         |
| Charges indirectes                           | 5 834 338         | 18 344 354        | 41 423        | 251 871        | 545 026                 | 25 017 013        |
| <b>FRAIS TOTAUX</b>                          | <b>10 922 910</b> | <b>21 722 233</b> | <b>61 682</b> | <b>298 250</b> | <b>645 386</b>          | <b>33 650 461</b> |

**Point 8C****Services sociaux, culturels et éducatifs**

| 8C   | Spectacle Vivant | Audiovisuel      | Écrit         | Câble         | Copie Privée Art L311-1 | TOTAL             |
|--|------------------|------------------|---------------|---------------|-------------------------|-------------------|
| <b>Frais de fonctionnement</b>               |                  |                  |               |               |                         |                   |
| Charges directes                             | 3 733 764        | 4 893 841        | 8 379         | 67 193        | 145 400                 | 8 848 577         |
| Charges indirectes                           | 473 503          | 1 489 238        | 2 897         | 20 447        | 44 247                  | 2 030 331         |
| <b>Total Frais de fonctionnement</b>         | <b>4 207 267</b> | <b>6 383 079</b> | <b>11 275</b> | <b>87 641</b> | <b>189 647</b>          | <b>10 878 908</b> |
| <b>Frais financiers</b>                      |                  |                  |               |               |                         |                   |
| Charges directes                             | 0                | 0                | 0             | 0             | 0                       | 0                 |
| Charges indirectes                           | 0                | 0                | 0             | 0             | 0                       | 0                 |
| <b>Total Frais financiers</b>                | <b>0</b>         | <b>0</b>         | <b>0</b>      | <b>0</b>      | <b>0</b>                | <b>0</b>          |
| <b>Frais de fonctionnement et financiers</b> |                  |                  |               |               |                         |                   |
| Charges directes                             | 3 733 764        | 4 893 841        | 8 379         | 67 193        | 145 400                 | 8 848 577         |
| Charges indirectes                           | 473 503          | 1 489 238        | 2 897         | 20 447        | 44 247                  | 2 030 331         |
| <b>FRAIS TOTAUX</b>                          | <b>4 207 267</b> | <b>6 383 079</b> | <b>11 275</b> | <b>87 641</b> | <b>189 647</b>          | <b>10 878 908</b> |

**Point 8D**

**Nature des ressources utilisées par la SACD pour couvrir ses frais de gestion**

Pour couvrir ses charges de gestion, la SACD utilise, conformément à l'article 11 de ses statuts et aux politiques générales de déductions sur droits d'une part et d'investissements des revenus issus de l'exploitation des droits d'autre part, arrêtées par l'Assemblée générale, diverses ressources, parmi lesquelles les principales sont :

- > les retenues appliquées sur les droits perçus et répartis ;
- > les cotisations annuelles de ses membres et la contribution aux frais fixes de la société des auteurs non membres ;
- > les sommes provenant des droits irrépartissables prescrits ;
- > les sommes correspondant à la part de l'auteur d'origine dans les adaptations d'œuvres ne bénéficiant plus de la protection légale (domaine public adapté) ;
- > les produits financiers issus du placement des droits ;
- > et les produits divers (gestion de son patrimoine immobilier, libéralités reçues, produits accessoires, reprises de provisions).

### Point 8E

## Finalité des déductions opérées sur les revenus provenant de l'exploitation des droits

Les déductions opérées par la SACD sur les revenus provenant de l'exploitation des droits ont trois finalités distinctes :

### le financement des frais de gestion :

- > retenue statutaire et prélèvement spécifique ;
- > contribution à caractère social et administratif (CCSA) pour son volet administratif,
- > prélèvement pour emprunt au domaine public (pour sa part affectée au financement des frais de gestion).

En 2018, les déductions au titre du financement des frais de gestion ont représenté une somme de 17 360 839 €.

### le financement des actions sociales :

- > domaine public pur (redevances perçues au spectacle vivant au titre de l'exploitation d'œuvres ne bénéficiant plus de la protection légale) ;
- > CCSA (contribution à caractère social et administratif) pour son volet social ;
- > prélèvement pour emprunt au domaine public (pour sa part affectée au financement des allocations complémentaires aux retraités) ;
- > prélèvement de solidarité (1 %) appliqué sur les droits versés aux successions (pour sa part affectée au financement des allocations complémentaires aux retraités) (classé dans la rubrique 4. Autres du tableau).

En 2018, les déductions opérées au titre du financement des actions sociales ont représenté une somme de 3 628 739 €.

### le financement des actions culturelles et éducatives :

- > copie privée sonore et audiovisuelle (pour les 25 % affectés l'action culturelle) ;
- > copie privée numérique image et texte ;
- > copie privée sonore « musique » (affectation volontaire) ;
- > droits irrépartissables issus de la gestion collective obligatoire – Copie privée et câble (Art. L324-17 du CPI) ;
- > produits financiers affectés à l'action culturelle (classé dans la rubrique 3 du tableau).

En 2018, les déductions opérées au titre du financement des actions culturelles et éducatives ont représenté une somme totale de 6 911 200 €.

Celle-ci se répartit entre :

- > les déductions opérées au titre d'actions culturelles autres qu'éducatives, soit 5 993 621 € dont :
  - 5 264 203 € au titre des affectations faites en applications de l'article L324-17 du CPI,
  - 729 418 € au titre des affectations volontaires.
- > les déductions opérées au titre d'actions culturelles éducatives, soit 917 579 €.

## Point 8E

## Finalité des déductions opérées sur les revenus provenant de l'exploitation des droits

| 8E  | Prélèvement pour la gestion | Montants répartis à des œuvres sociales | Montants répartis à des Actions Culturelles |  |   | Total Actions Culturelles | TOTAL             |
|---|-----------------------------|---|---|--|---|---------------------------|-------------------|
|   |                             |   | Montants répartis (art L. 324-17 du CPI)*   | Montants répartis à des œuvres culturelles | Montants répartis à des œuvres éducatives |                           |                   |
| <b>1. Rémunération dont la gestion est confiée par les ayants droit</b>     | <b>17 360 839</b>           | <b>3 561 683</b>                        | <b>52 519</b>                               |  |   | <b>52 519</b>             | <b>20 975 042</b> |
| SPECTACLE VIVANT  |                             |   |   |  |   |                           |                   |
| Prélèvement Spécifique  | 277 194                     |   |   |  |   |                           | 277 194           |
| Retenue Statutaire  | 5 002 707                   |   |   |  |   |                           | 5 002 707         |
| Domaine public  |                             | 1 059 300                               |   |  |   |                           | 1 059 300         |
| Emprunt au domaine public   | 125 209                     | 453 920                                 |   |  |   |                           | 579 129           |
| CCSA (contribution à caractère social et administrative)                    | 5 043 139                   | 1 170 981                               |   |  |   |                           | 6 214 120         |
| <b>TOTAL SPECTACLE VIVANT</b>   | <b>10 448 250</b>           | <b>2 684 201</b>                        |   |  |   |                           | <b>13 132 450</b> |
| AUDIOVISUEL   |                             |   |   |  |   |                           |                   |
| Prélèvement Spécifique  | 296 150                     |   |   |  |   |                           | 296 150           |
| Retenue Statutaire  | 6 364 339                   |   |   |  |   |                           | 6 364 339         |
| Prélèvement étranger  |                             | 338 960                                 |   |  |   |                           | 338 960           |
| Emprunt au domaine public   | 244 596                     | 538 523                                 |   |  |   |                           | 783 119           |
| <b>TOTAL AUDIOVISUEL</b>  | <b>6 905 085</b>            | <b>877 482</b>                          |   |  |   |                           | <b>7 782 568</b>  |
| ÉCRIT   |                             |   |   |  |   |                           |                   |
| Prélèvement Spécifique  |                             |   |   |  |   |                           |                   |
| Retenue Statutaire  | 7 504                       |   |   |  |   |                           | 7 504             |
| Copie privée numérique texte  |                             |   | 52 519                                      |  |   | 52 519                    | 52 519            |
| <b>TOTAL ÉCRIT</b>  | <b>7 504</b>                |   | <b>52 519</b>                               |  |   | <b>52 519</b>             | <b>60 023</b>     |
| <b>2. Rémunération dont la gestion est confiée en application de la loi</b> |                             |   | <b>5 211 684</b>                            | <b>360 883</b>                             | <b>917 579</b>                            | <b>6 490 146</b>          | <b>6 490 146</b>  |
| ART L132-20-1 (CÂBLE) AV  |                             |   |   |  |   |                           |                   |
| Irrépartissables câble  |                             |   | 398 123                                     |  |   | 398 123                   | 398 123           |
| <b>TOTAL Art L132-20-1 (câble) AV</b>                                       |                             |   | <b>398 123</b>                              |  |   | <b>398 123</b>            | <b>398 123</b>    |
| ART L311-1 (COPIE PRIVÉE AV ET SONORE)                                      |                             |   |   |  |   |                           |                   |
| 25 % copie privée affectée à l'action culturelle                            |                             |   | 4 723 828                                   |  |   | 4 723 828                 | 4 723 828         |
| Copie privée sonore (contribution volontaire)                               |                             |   |   | 338 653                                    | 917 579                                   | 1 256 232                 | 1 256 232         |
| Copie privée numérique image  |                             |   |   | 22 230                                     |   | 22 230                    | 22 230            |
| Irrépartissables Copie Privée   |                             |   | 89 733                                      |  |   | 89 733                    | 89 733            |
| <b>TOTAL Art L311-1 (copie privée AV et sonore)</b>                         |                             |   | <b>4 813 561</b>                            | <b>360 883</b>                             | <b>917 579</b>                            | <b>6 092 023</b>          | <b>6 092 023</b>  |
| <b>3. Produits financiers affectés aux ayants droits</b>                    |                             |   |   | <b>45 799</b>                              |   | <b>45 799</b>             | <b>45 799</b>     |
| <b>4. Autres</b>  |                             | <b>67 056</b>                           |   | <b>322 736</b>                             |   | <b>322 736</b>            | <b>389 792</b>    |
| <b>GRAND TOTAL</b>  | <b>17 360 839</b>           | <b>3 628 739</b>                        | <b>5 264 203</b>                            | <b>729 418</b>                             | <b>917 579</b>                            | <b>6 911 200</b>          | <b>27 900 778</b> |

\* 25 % des sommes provenant de la rémunération pour copie privée ; la totalité des sommes perçues en application des articles L. 122-10, L. 132-20-1, L. 214-1, L. 217-2 et L. 311-1 et qui n'ont pu être réparties soit en application des conventions internationales auxquelles la France est partie, soit parce que leurs destinataires n'ont pas pu être identifiés ou retrouvés avant l'expiration du délai prévu à l'article L. 324-16.

Chiffres arrondis à l'euro supérieur

## Point 8F

### Ratio Coût de gestion / Droits perçus

Le 8F-1 retrace le ratio de la totalité des charges de fonctionnement et des charges financières sur les perceptions pour l'année 2018 (par répertoire et globalement).

Le 8 F-2 est plus représentatif du coût de notre activité (par répertoire et globalement) dans la mesure où il se concentre sur les charges effectivement attribuables à la gestion de chacun des répertoires en excluant celles afférentes à l'action culturelle d'une part et à l'action sociale d'autre part. À noter qu'en spectacle vivant, la CCSA (contribution à caractère social et administratif) perçue auprès des diffuseurs permet de compenser une partie des frais de gestion inhérents à la gestion individuelle.

| 8F (1)                                     | Spectacle Vivant | Audiovisuel  | Écrit        | Cable        | Copie Privée Art L311-1 | TOTAL        |
|--|------------------|--------------|--------------|--------------|-------------------------|--------------|
| Perceptions                                | 63 928 606       | 156 398 749  | 321 616      | 2 147 382    | 4 646 741               | 227 443 094  |
| Frais de fonctionnement et financiers (8A) | 15 130 177       | 28 105 312   | 72 957       | 385 891      | 835 033                 | 44 529 370   |
| <b>Ratios Frais / Perceptions</b>          | <b>23,7%</b>     | <b>18,0%</b> | <b>22,7%</b> | <b>18,0%</b> | <b>18,0%</b>            | <b>19,6%</b> |

| 8F (2)                                     | Spectacle Vivant | Audiovisuel  | Écrit        | Cable        | Copie Privée Art L311-1 | TOTAL        |
|--|------------------|--------------|--------------|--------------|-------------------------|--------------|
| Perceptions                                | 63 928 606       | 156 398 749  | 321 616      | 2 147 382    | 4 646 741               | 227 443 094  |
| Frais de fonctionnement et financiers (8B) | 10 922 910       | 21 722 233   | 61 682       | 298 250      | 645 386                 | 33 650 461   |
| <b>Ratios Frais / Perceptions</b>          | <b>17,1%</b>     | <b>13,9%</b> | <b>19,2%</b> | <b>13,9%</b> | <b>13,9%</b>            | <b>14,8%</b> |

## **9 Article R321 - 14 II-9 CPI**

### **Informations financières sur les sommes dues aux utilisateurs de droits**

#### **Détails**

##### **Point 9A**

Montant total des sommes réparties (ventilées par catégorie de droits et type d'utilisation).

##### **Point 9B**

Montant total des sommes versées (ventilées par catégorie de droits et type d'utilisation).

##### **Point 9C**

Fréquence des versements (ventilée par catégorie de droits et type d'utilisations).

##### **Point 9D**

Montant des sommes facturées.

##### **Point 9E**

Montant total des sommes perçues et non encore réparties (ventilées par catégorie de droits et type d'utilisations) et informations sur l'année de perception.

##### **Point 9F**

Montant total des sommes réparties et non encore versées (ventilées par catégorie de droits et type d'utilisations) et informations sur l'année de perception.

##### **Point 9G**

Motifs de non-respect des délais de versement des droits.

##### **Point 9H**

Montant total des sommes ne pouvant être réparties et explications de leur utilisation.



**Point 9A****Montant total des sommes réparties**

| 9A   | Montants répartis aux<br>titulaires de droits |
|--|---|
| <b>Rémunération dont la gestion est confiée par les ayants droit</b>     |   |
| Audiovisuel  | 200 650 756                                   |
| Spectacle vivant   | 60 662 365                                    |
| Écrit  | 402 079                                       |
| Câble  | - 398 123                                     |
| <b>TOTAL</b>   | <b>261 317 077</b>                            |
| <b>Rémunération dont la gestion est confiée en application de la loi</b> |   |
| Copie Privée Art L311-1  | - 1 222 572                                   |
| <b>TOTAL</b>   | <b>- 1 222 572</b>                            |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>   | <b>260 094 505</b>                            |

La différence de 43,5 M€ entre les sommes réparties (Point 9A) et les sommes versées (Point 9B) s'explique :

- > à hauteur de 25,6 M€ par les prélèvements opérés pour frais de gestion ;
- > à hauteur de 8,9 M€ par des droits répartis fin 2018 et réglés en janvier 2019 ;
- > à hauteur de 1,4 M€ par des précomptes sociaux ;
- > et le solde, par l'évolution des suspens.

**Point 9B****Montant total des sommes versées**

| 9B                                      | Montants versés aux<br>titulaires de droits |
|---|---|
| Audiovisuel                             | 158 778 968,71                              |
| Spectacle Vivant                        | 49 457 058,96                               |
| Allocations complémentaires de retraite | 3 197 883,98                                |
| Autres                                  | 5 066 149,47                                |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>                    | <b>216 500 061,12</b>                       |

**Point 9C****Fréquence des versements (répartition) ventilée par catégorie de droits gérés et par type d'utilisation**

Les modalités de répartition des droits diffèrent selon les modes d'exploitation des œuvres et les processus de perception des droits auprès des diffuseurs. Trois principaux systèmes de perception existent : les perceptions dites « individualisées » (I), les perceptions dites « collectives volontaires » (II), et les perceptions dites « collectives obligatoires » (III). Chaque système comporte des modalités de répartition spécifiques.

**I. RÉPARTITION DES DROITS PROVENANT DES PERCEPTIONS INDIVIDUALISÉES**

Quatre types d'exploitation font l'objet d'une perception individualisée, donnant lieu à des rythmes de répartition spécifiques.

**I.1 Les droits issus des représentations dramatiques des œuvres (spectacle vivant)**

Ces droits ont été répartis mensuellement aux auteurs. Tout encaissement intervenu au cours du mois est réparti aux ayants droits le 10 du mois suivant.

**I.2 Les droits issus de la reproduction mécanique des œuvres sur supports phonographiques ou vidéographiques (audiovisuel)**

Ces droits sont répartis semestriellement aux auteurs lors des répartitions de décembre et de juin, consécutivement aux encaissements en provenance de la SDRM.

**I.3 Les droits issus de la vidéo à la demande à l'acte payante (VàD payante) des œuvres audiovisuelles**

Ces droits sont répartis annuellement au mois d'août.

**I.4 Les droits issus des diffusions des œuvres audiovisuelles, sur des territoires dans lesquels il existe un OGC étranger avec lequel la SACD a signé un accord de représentation**

Ces droits portent sur les télédiffusions d'œuvres audiovisuelles à l'étranger sur les chaînes locales, et sur la retransmission par câble ainsi que tous les droits de copie privée. Ces droits sont répartis annuellement au minimum 1 fois par an, et trimestriellement pour les pays à fort courant d'échange (SGAE, SIAE, ...).

## II. RÉPARTITION DES DROITS ISSUS DES PERCEPTIONS COLLECTIVES VOLONTAIRES

La SACD a procédé à une accélération de ses répartitions audiovisuelles en 2018. Le nouveau calendrier, disponible dans l'espace personnel de chaque auteur membre du site [www.sacd.fr](http://www.sacd.fr), a été approuvé par le Conseil d'administration le 7 décembre 2017 et a été mis en œuvre à compter de mars 2018. L'impact de cette accélération sur le montant total des répartitions est de 19 M€ en 2018. Le rythme de répartition varie selon les règles ci-dessous.

### Les répartitions mensuelles :

- > les chaînes historiques de la TNT (TF1, FTV, M6, Arte) et le bouquet Canal +. Les répartitions étaient trimestrielles avant 2018 ;
- > les autres chaînes de la TNT (6TER, C8, Chérie 25, CSTAR, Gulli, HD1, NRJ12, NT1, Numéro 23, TMC, W9). Les répartitions étaient annuelles avant 2018 ;
- > les droits en provenance de la retransmission de ces chaînes via les réseaux câblés, satellitaires ou ADSL en France ou à l'étranger sont intégrés dans ces répartitions mensuelles ;
- > les droits perçus au titre de l'accord éducation nationale audiovisuel sont intégrés dans ces répartitions mensuelles.

### Les répartitions trimestrielles :

- > la vidéo à la demande gratuite (VàD gratuite). Ces droits étaient répartis annuellement avant 2018 ;
- > le forfait de Radio France ainsi que les droits en provenance de la retransmission des chaînes de Radio France via les réseaux câblés, satellitaires ou ADSL en France ou à l'étranger et les droits perçus au titre de l'accord éducation nationale musique sont intégrés dans ces répartitions trimestrielles.

### Les répartitions semestrielles :

- > la vidéo à la demande par abonnement (VàDA) pour les services dont le montant des droits perçus est supérieur à un million d'euros.

### Les répartitions annuelles :

- > les chaînes thématiques du câble, du satellite et ADSL ainsi que les droits en provenance de la retransmission de ces chaînes via les réseaux câblés, satellitaires ou ADSL en France ou à l'étranger, qui sont intégrés dans ces répartitions annuelles ;
- > les radios privées ainsi que les droits en provenance de la retransmission de ces chaînes via les réseaux câblés, satellitaires ou ADSL en France ou à l'étranger sont intégrés dans ces répartitions annuelles ;
- > la télévision de rattrapage (TVR). En l'absence de reporting transmis par les chaînes concernées, les droits sont intégrés et répartis annuellement.
- > les podcasts ;
- > la vidéo à la demande par abonnement (VàDA) pour les services dont le montant des droits perçus est inférieur à un million d'euros.
- > La vidéo à la demande payante.

### III. RÉPARTITION DES DROITS ISSUS DES PERCEPTIONS COLLECTIVES OBLIGATOIRES

Les utilisations d'œuvres rémunérées sur la base d'un droit à rémunération (copie privée ; prêt public en bibliothèque; usages pédagogiques) ou sur la base d'une licence légale (retransmission « par câble, simultanée, intégrale et sans changement » ; reprographie des œuvres éditées sous forme de livres) font également l'objet d'une perception collective obligatoire. Ces rémunérations sont perçues par la SACD auprès d'autres OGC en charge de leur collecte.

#### Ces droits sont répartis annuellement :

- > la copie privée des œuvres audiovisuelles ;
- > la copie privée sonore ;
- > la copie privée belge ;
- > le droit de reprographie perçu du CFC ;
- > les droits perçus au titre de l'accord éducation nationale de l'écrit ;
- > le droit prêt en bibliothèque perçu de la Sofia ;
- > la copie privée numérique des œuvres écrites et des images.

#### Point 9D

### Montant des sommes facturées

|    |                                     |             |
|----|-------------------------------------|-------------|
| 9D | Montants total des sommes facturées | 265 646 276 |
|----|-------------------------------------|-------------|

**Point 9E****Montant total des sommes perçues et non encore réparties**

Le montant des sommes perçues mais non encore réparties a baissé de 46 M€ entre 2017 et 2018 en raison des efforts de gestion réalisés sur la réduction des droits en suspens (- 15 M€) ainsi que sur l'accélération des rythmes de répartition et de régularisation de droits (31 M€).

En **audiovisuel**, le délai moyen entre la diffusion d'une œuvre et la répartition des droits liés à cette œuvre est de **2 à 6 mois** selon le diffuseur pour les chaînes de la TNT gratuite et celles du bouquet Canal+ et de **6 à 8 mois** pour Radio France. La SACD est en effet tributaire des données réelles de diffusion, transmises par les chaînes, pour effectuer les calculs définitifs liés à la répartition. Pour les services de vidéo à la demande gratuits, le délai de répartition est de **1 mois**. Pour les services de VàD par abonnement générant plus d'un million de droits, le délai est de **4 mois**. Pour les autres chaînes du câble, du satellite et ADSL, comme pour les services de vidéo à la demande payante générant moins d'un million d'euros de droits, le délai moyen de répartition est de **12 mois** suivant la date de visionnage.

En outre, suivant la nature des contrats, les chaînes règlent les droits à trimestre ou semestre échu.

Pour ne pas faire attendre les auteurs, la SACD a mis en place un **système d'acomptes**. Les auteurs (hors web) peuvent en faire la demande le lendemain de la diffusion de leur œuvre si celle-ci est bien déclarée à la SACD. L'acompte peut être demandé pour les chaînes suivantes de la TNT gratuite : TF1, NT1, TMC, France 2, France 3, France 4, France 5, France Ô, Arte, M6, W9, 6TER, C8, NRJ12, CSTAR, Chérie 25, Gulli, HD1, Numéro 23, le bouquet Canal+, Radio France, TV5 Monde.

Pour les auteurs du web, il ne peut y avoir d'acompte dans la mesure où les vues sont générées sur la durée et non pas à la mise en ligne.

En **spectacle vivant**, tout euro encaissé est réparti le **mois suivant**.

| 9E   | Montants perçus non encore répartis aux titulaires de droits |
|--|--|
| <b>Rémunération dont la gestion est confiée par les ayants droit</b>     |  |
| Spectacle vivant   | 4 079 974  |
| Audiovisuel  | 118 786 233  |
| Écrit  | 195 151  |
| Câble  | 2 009 349  |
| <b>TOTAL</b>   | <b>125 070 707</b>   |
| <b>Rémunération dont la gestion est confiée en application de la loi</b> |  |
| Copie Privée Art L311-1  | 10 035 334   |
| <b>TOTAL</b>   | <b>10 035 334</b>  |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>   | <b>135 106 040</b>   |

**Point 9F****Montant des sommes réparties et non encore versées**

Les sommes réparties, c'est-à-dire affectées à un compte individuel d'ayant-droit, et non encore versées s'élèvent à **5 465 913,88 €** au 31/12/2018 dont :

Elles se décomposent en deux montants distincts :

- > 3 664 790,97 € en cours de traitement dans le processus mensuel de paiement (sommes réparties en décembre 2018 mais réglées en janvier 2019).
- > 1 801 122,91 € non réglés en raison de dossiers incomplets (absence de coordonnées bancaires successions non régularisées...).

| 9F   | Montants des sommes réparties et non encore versées |
|--|---|
| Droits en cours de règlement               | 3 664 790,97  |
| Droits non-réglés pour motif administratif | 1 801 122,91  |
| <b>TOTAL</b>                               | <b>5 465 913,88</b>                                 |

**Point 9G****Motifs de non-respect par la SACD des délais applicables dans le versement des sommes dues aux titulaires de droits**

Il est rappelé que, conformément à l'article L 324-12 du CPI, le délai applicable en matière de versement des droits à leurs titulaires est de 9 mois après la fin de l'exercice de perception.

La répartition et le versement des droits aux auteurs doivent donc intervenir au plus tard 9 mois à compter de la fin de l'exercice au cours duquel les droits ont été perçus par la SACD, sauf motifs légitimes empêchant le respect de ce délai.

Ces motifs peuvent être les suivants :

- > **l'absence ou le retard de transmission des informations fournies par les utilisateurs concernant les œuvres et leur exploitation,**
- > **le manque d'informations permettant l'identification ou la localisation des auteurs,**
- > **ou l'absence de déclaration des œuvres.**

En 2018, les droits perçus n'ayant pas été répartis sous un délai de 9 mois après la fin d'année de leur perception sont les suivants :

- > Antenne Réunion : la perception au titre des diffusions des années 2015 et 2016 a été répartie en janvier 2018 (231 650 €) ;
- > XXL : les perceptions au titre des diffusions de l'année 2016 ont été réparties en février 2018 pour 48 470 € ;
- > KTO : les perceptions au titre des diffusions de l'année 2016 ont été réparties en février 2018 pour 4 540 € ;
- > TV5 : la perception au titre des diffusions de l'année 2017 a été répartie en janvier 2019 (948 000 €). Sur ce diffuseur, les mesures ont été prises pour rester dans le calendrier en 2019 ;
- > TOONAMI et SYFY : les perceptions au titre des diffusions de l'année 2016 ont été réparties en mars 2018 (respectivement pour 18 530 € et 172 120 €),
- > IDF1 : la perception au titre des diffusions de l'année 2016 a été répartie en septembre 2018 (36 220 €) ;
- > TOONAMI : la perception au titre des diffusions de l'année 2017 a été répartie en octobre 2018 (80 190 €) ;
- > KTO : la perception au titre des diffusions de l'année 2017 a été répartie en novembre 2018 (5 110 €) ;
- > TAHITI NUI TV : la perception au titre des diffusions de l'année 2016 a été répartie en décembre 2018 (89 160 €) ;
- > CHOCOLAPPS : la perception SVOD au titre des exploitations du 1<sup>er</sup> semestre de l'année 2017 a été répartie en octobre 2018 (570 €).

Ces éléments sont à mettre en perspective avec la politique générale d'accélération des répartitions audiovisuelles dont l'impact est décrit dans le point 9 C (accélération des calendriers de répartition, augmentation des sommes réparties et diminution de la trésorerie en 2018).

**Point 9H****Montant total des sommes qui ne peuvent être réparties et explication de leur utilisation au cours de l'exercice 2018**

Le montant total des sommes qui n'ont pu être réparties en 2018 (c'est-à-dire les sommes irrépartissables prescrites) s'élève à **10 831 623 €**, dont :

- > **10 343 767 €** correspondant à des droits prescrits issus de la gestion collective volontaire,
- > **487 856 €** correspondant à des droits prescrits issus de la gestion collective obligatoire (copie privée et câble).

En application de la politique générale d'utilisation des sommes non répartissables adoptée par l'Assemblée générale du 15 juin 2017, ce montant global a été utilisé au :

- > **financement des frais de gestion et de fonctionnement** à concurrence de **10 343 767 €**. Cette somme a été portée en cours d'exercice au crédit du compte « Droits prescrits », dont le solde incorporé avec celui d'autres comptes de produits figure au compte de résultat en ressources d'exploitation, sous la rubrique « **C - AUTRES RESSOURCES D'EXPLOITATION - b) Produits divers / Autres produits** » pour un montant total de 13 235 408 €. La prise en compte effective de la réduction à 3 ans (vs. 10 ans) du délai de prescription des droits, a généré une affectation en ressources de droits prescrits nettement plus importante qu'en 2017, phénomène non récurrent qui gonfle cette année les autres ressources d'exploitation (et notamment les autres produits) et compense la baisse des retenues sur droits. Cette somme est affectée au financement de la reprise de provisions importantes associée à la modification du mode d'enregistrement des retenues sur droits en audiovisuel.
- > **financement des dépenses d'action culturelle** à concurrence de **487 856 €** (c'est-à-dire, comme le prévoit l'article L 324-17 du CPI, à concurrence des sommes prescrites issues de la gestion collective obligatoire). Cette somme a été portée en cours d'exercice au crédit du compte « Droits irrépartissables prescrits – Art L 324-17 CPI », dont le solde – incorporé avec celui d'autres comptes de produits contribuant aux ressources d'action culturelle – figure au compte de résultat en ressources d'exploitation, sous la rubrique « **C - AUTRES RESSOURCES D'EXPLOITATION - c) Ressources d'action culturelle / Part légale** » pour un montant total de 5 527 931 €.



## **10 Article R321 - 14 II - 10 CPI**

### **Informations sur les relations avec les autres OGC**

#### **Détails**

##### **Point 10A**

Montant total des sommes reçues d'autres OGC et versées à d'autres OGC (ventilées par catégorie de droits et type d'utilisation, et par organisme).

##### **Point 10B**

Montant des frais de gestion et déductions effectuées sur les droits dus à d'autres OGC (ventilés par catégorie de droits et type d'utilisations, et par organisme).

##### **Point 10C**

Montant des frais de gestion et déductions effectuées sur les sommes versées par d'autres OGC (et réparties dans l'année), ventilés par catégorie de droit et par organisme.

##### **Point 10D**

Montant des sommes provenant d'autres OGC réparties dans l'année directement aux titulaires de droits (membres SACD).

## Point 10A

## Montant total des sommes reçues d'autres OGC et versées à d'autres OGC

## Flux entrants OGC français

|                     | Copie privée         | Câble               | Droits patrimoniaux  | Vidéogrammes / nouveaux médias | Reprographie      | TOTAL AUDIOVISUEL    | SPECTACLE VIVANT  | TOTAL GÉNÉRAL        |
|---------------------|----------------------|---------------------|----------------------|--------------------------------|-------------------|----------------------|-------------------|----------------------|
| <b>OGC FRANÇAIS</b> |                      |                     |                      |                                |                   |                      |                   |                      |
| <b>SOCIÉTÉ</b>      |                      |                     |                      |                                |                   |                      |                   |                      |
| AVA                 | 58 999,61            |                     |                      |                                |                   | 58 999,61            |                   | 58 999,61            |
| CFC                 |                      |                     |                      |                                | 66 181,22         | 66 181,22            |                   | 66 181,22            |
| Copie France        | 13 639 217,55        |                     |                      |                                |                   | 13 639 217,55        |                   | 13 639 217,55        |
| SACEM               |                      |                     |                      |                                |                   | 37 638 227,19        | 607 100,00        | 38 245 327,19        |
| SACENC              |                      |                     | 37 638 227,19        |                                |                   | 149 916,48           |                   | 149 916,48           |
| SCAM                |                      |                     | 149 916,48           | 1 183 786,52                   |                   | 1 185 737,65         |                   | 1 185 737,65         |
| SDRM                | 2 147 381,52         |                     | 1 951,13             | 251 900,02                     |                   | 19 291 603,65        |                   | 19 291 603,65        |
| SOFIA               |                      |                     | 16 892 322,11        |                                | 345 113,45        | 345 113,45           |                   | 345 113,45           |
| <b>TOTAL</b>        | <b>13 698 217,15</b> | <b>2 147 381,52</b> | <b>54 682 416,91</b> | <b>1 435 686,54</b>            | <b>411 294,66</b> | <b>72 374 996,79</b> | <b>607 100,00</b> | <b>72 982 096,79</b> |

## Flux entrants OGC étrangers

|                      |                             | TOTAL AUDIOVISUEL    | SPECTACLE VIVANT    | TOTAL GÉNÉRAL        |
|----------------------|-----------------------------|----------------------|---------------------|----------------------|
| <b>OGC ÉTRANGERS</b> |                             |                      |                     |                      |
| <b>NATIONALITÉ</b>   | <b>SOCIÉTÉ</b>              |                      |                     |                      |
| Lettonie             | AKKA-LAA                    | 33 218,17            | 44 530,47           | 77 748,64            |
| Angleterre           | ALCS                        | 90 681,57            |                     | 90 681,57            |
| Argentine            | ARGENTORES                  | 815,45               | 112 840,00          | 113 655,45           |
| Australie            | ASDACS                      | 152,35               |                     | 152,35               |
| Australie            | AUSTRALIAN WRITERS GUILD    | 20 116,27            |                     | 20 116,27            |
| Burkina Faso         | BBDA                        | 2 882,60             |                     | 2 882,60             |
| Allemagne            | BILDKUNST                   | 2 099 358,48         |                     | 2 099 358,48         |
| Canada               | CANADIAN SCREENWRITERS      | 5 963,64             |                     | 5 963,64             |
| Argentine            | DAC                         | 40 673,32            |                     | 40 673,32            |
| Roumanie             | DACIN SARA                  | 99 117,11            |                     | 99 117,11            |
| Espagne              | DAMA                        | 686 948,66           |                     | 686 948,66           |
| République Tchèque   | DILIA                       | 25 165,50            | 223 428,17          | 248 593,67           |
| México               | DIRECTORES                  | 9 776,93             |                     | 9 776,93             |
| USA                  | DIRECTOR'S GUILD OF AMERICA | 21 905,90            |                     | 21 905,90            |
| Royaume-Uni          | DPRS                        | 5 174,81             |                     | 5 174,81             |
| Canada               | DRCC                        | 14 459,05            |                     | 14 459,05            |
| Estonie              | E.A.U.                      | 35 135,79            |                     | 35 135,79            |
| Hongrie              | FILMJUS                     | 43 057,10            |                     | 43 057,10            |
| Allemagne            | GEMA                        | 2 552,55             |                     | 2 552,55             |
| Finlande             | KOPIOSTO                    | 790,65               |                     | 790,65               |
| Lithuanie            | LATGA                       | 18 038,63            | 57 292,21           | 75 330,84            |
| Pays Bas             | LIRA                        | 84 217,69            |                     | 84 217,69            |
| Slovaquie            | LITA                        | 11 247,24            | 15 276,26           | 26 523,50            |
| Autriche             | LITERAR-MECHANA             | 61 125,49            |                     | 61 125,49            |
| Norvège              | NORWACO                     | 62 639,04            |                     | 62 639,04            |
| Belgique             | SABAM                       | 516 606,49           |                     | 516 606,49           |
| Luxembourg           | SACEM                       | 444 218,94           | 88 571,66           | 532 790,60           |
| Espagne              | SGAE                        | 12 854,94            | 349 993,75          | 362 848,69           |
| Italie               | SIAE                        | 3 194 846,08         | 495 014,59          | 3 689 860,67         |
| Suisse               | SSA                         | 5 283 969,44         | 1 556 769,24        | 6 840 738,68         |
| Autriche             | VDFS                        | 75 596,03            |                     | 75 596,03            |
| Pays Bas             | VEVAM                       | 235 504,56           |                     | 235 504,56           |
| Allemagne            | WORT                        | 932 899,68           |                     | 932 899,68           |
| Japon                | WRITERS GUILD OF JAPAN      | 50 081,84            |                     | 50 081,84            |
| Pologne              | ZAPA                        | 731 338,40           |                     | 731 338,40           |
| Bresil               | ABRABUS                     |                      | 16 176,60           | 16 176,60            |
| Uruguay              | AGADU                       | 8 475,15             |                     | 8 475,15             |
| Arménie              | ARMAUTHOR                   | 2 688,81             |                     | 2 688,81             |
| Roumanie             | COPYRO                      | 2 200,00             |                     | 2 200,00             |
| Russie               | RAO                         | 466 370,28           |                     | 466 370,28           |
| Mexique              | SOGEM                       | 49 709,70            |                     | 49 709,70            |
| Grèce                | SOPE                        | 53 842,85            |                     | 53 842,85            |
| Portugal             | SPA                         | 49 972,57            |                     | 49 972,57            |
| Ukraine              | UACRR                       | 3 183,30             |                     | 3 183,30             |
| Pologne              | ZAIKS                       |                      | 279 076,56          | 279 076,56           |
| <b>TOTAL</b>         | <b>TOTAL</b>                | <b>14 953 130,39</b> | <b>3 875 412,17</b> | <b>18 828 542,56</b> |

|                            | TOTAL AUDIOVISUEL    | SPECTACLE VIVANT    | TOTAL GÉNÉRAL        |
|----------------------------|----------------------|---------------------|----------------------|
| <b>TOTAL OGC FRANÇAIS</b>  | <b>72 374 996,79</b> | <b>607 100,00</b>   | <b>72 982 096,79</b> |
| <b>TOTAL OGC ÉTRANGERS</b> | <b>14 953 130,39</b> | <b>3 875 412,17</b> | <b>18 828 542,56</b> |
| <b>GRAND TOTAL</b>         | <b>87 328 127,18</b> | <b>4 482 512,17</b> | <b>91 810 639,35</b> |

## Flux sortants OGC français

|                                   | Copie privée      | Câble            | Droits primaires     | VàD               | Mise à disposition | Vidéo-grammes | Individuel      | TOTAL AUDIOVISUEL    | SPECTACLE VIVANT    | TOTAL GÉNÉRAL        |
|-----------------------------------|-------------------|------------------|----------------------|-------------------|--------------------|---------------|-----------------|----------------------|---------------------|----------------------|
| <b>OGC FRANÇAIS</b>               |                   |                  |                      |                   |                    |               |                 |                      |                     |                      |
| <b>SOCIÉTÉ</b>                    |                   |                  |                      |                   |                    |               |                 |                      |                     |                      |
| ADAGP                             |                   |                  | 1 368 865,89         | 323 704,43        |                    |               |                 | 1 692 570,32         |                     | 1 692 570,32         |
| Copie France                      | 65 776,63         |                  |                      |                   |                    |               |                 | 65 776,63            |                     | 65 776,63            |
| PROCIREP                          |                   |                  | 121 388,63           | 7 081,30          | 776,08             | 183,30        |                 | 129 429,31           |                     | 129 429,31           |
| SACEM                             |                   |                  |                      |                   |                    |               |                 | 0,00                 | 599 127,18          | 599 127,18           |
| SCAM                              | 256,33            | 59 832,07        | 30 410 056,13        | 43,55             | 298,92             |               |                 | 30 470 487,00        | 9 976,32            | 30 480 463,32        |
| SCELF                             | 354 570,28        |                  | 3 876 405,54         | 195 807,78        | 8 997,92           |               | 8 982,01        | 4 444 763,53         | 1 434 274,43        | 5 879 037,96         |
| SOC DES GENS DE LETTRES DE FRANCE | 17,8713 698       |                  | 46,48                |                   |                    |               |                 | 64,35                |                     | 64,35                |
| <b>TOTAL</b>                      | <b>420 621,11</b> | <b>59 832,07</b> | <b>35 776 762,67</b> | <b>526 637,06</b> | <b>10 072,92</b>   | <b>183,30</b> | <b>8 982,01</b> | <b>36 803 091,14</b> | <b>2 043 377,93</b> | <b>38 846 419,02</b> |

## Flux sortants OGC étrangers

|                            | Copie privée  | Câble               | Droits primaires    | VàD               | Mise à disposition | Vidéo-grammes | Individuel       | TOTAL AUDIOVISUEL    | SPECTACLE VIVANT    | TOTAL GÉNÉRAL        |
|----------------------------|---|---------------------|---------------------|-------------------|--------------------|---------------|------------------|----------------------|---------------------|----------------------|
| <b>OGC ÉTRANGERS</b>       |   |                     |                     |                   |                    |               |                  |                      |                     |                      |
| <b>NATIONALITÉ SOCIÉTÉ</b> |   |                     |                     |                   |                    |               |                  |                      |                     |                      |
| Brésil                     |   |                     |                     |                   |                    |               |                  | 0,00                 | 109,32              | 109,32               |
| Uruguay                    |   |                     |                     |                   |                    |               |                  | 0,00                 | 1 404,46            | 1 404,46             |
| Royaume-Uni                | 1 162 113,67  | 726 993,70          | 0,00                | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 1 889 107,37         |                     | 1 889 107,37         |
| Canada                     |   |                     |                     |                   |                    |               |                  | 0,00                 | 1 995,83            | 1 995,83             |
| Argentine                  | 62 596,57   | 0,00                | 553 927,21          | 62 232,86         | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 678 756,64           | 17 322,90           | 696 079,54           |
| Lituanie                   | ASSOCIATION LATGA   | 33,50               | 253,25              | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 286,75               | 15,09               | 301,84               |
| Chili                      | ATN   | 1 191,12            | 2 528,15            | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 3 719,27             | 3 276,90            | 6 996,17             |
| Australie                  | AUSTRALIAN SCREEN DIRECTORS AUTHORSHIP COLLECTING SOCIETY LTD | 53 241,09           | 69 216,01           | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 122 457,10           |                     | 122 457,10           |
| Australie                  | AUSTRALIAN WRITER'S GUILD                                     | 136 373,83          | 190 421,40          | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 251,97           | 327 047,20           |                     | 327 047,20           |
| Burkina Faso               | BDBA  | 0,00                | 2 601,51            | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 2 601,51             | 5 494,07            | 8 095,58             |
| Bénin                      | BUBEDRA   | 0,00                | 2 343,66            | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 2 343,68             |                     | 2 343,68             |
| Côte d'Ivoire              | BURIDA  | 0,00                | 4 714,34            | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 4 714,34             |                     | 4 714,34             |
| Ukraine                    | CINEMA  | 51,45               | 65,45               | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 116,90               |                     | 116,90               |
| Danemark                   | COPY - DAN KABEL - TV   | 24 358,79           | 33 512,89           | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 57 871,68            |                     | 57 871,68            |
| Suède                      | COPYSWEDE   | 31 647,44           | 12 808,69           | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 44 456,13            |                     | 44 456,13            |
| Canada                     | CSCS  | 166 162,34          | 0,00                | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 166 162,34           |                     | 166 162,34           |
| Argentine                  | DAC   | 4 716,12            | 0,00                | 67 395,81         | 7 211,84           | 0,00          | 0,00             | 79 323,77            |                     | 79 323,77            |
| Afrique du Sud             | DALRO   | 0,00                | 0,00                | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 26,76                |                     | 26,76                |
| Espagne                    | DAMA  | 11 156,85           | 0,00                | 121 516,87        | 23 727,08          | 0,00          | 0,00             | 156 400,80           |                     | 156 400,80           |
| Colombie                   | DASC  | 0,00                | 214,18              | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 214,18               |                     | 214,18               |
| Belgique                   | DEAUTEURS   | 112 794,70          | 0,00                | 1 908 770,47      | 121 286,40         | 0,00          | 7 765,78         | 2 150 617,51         | 506 465,08          | 2 657 082,59         |
| République Tchèque         | DILIA   | 1 723,53            | 890,71              | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 2 614,24             | 25 695,61           | 28 309,85            |
| Mexique                    | DIRECTORES  | 430,34              | 2 849,66            | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 3 280,00             |                     | 3 280,00             |
| E-U d'Amérique             | DIRECTORS GUILD OF AMERICA INC                                | 0,00                | 0,00                | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,02             | 0,02                 |                     | 0,02                 |
| Royaume-Uni                | DIRECTORS UK  | 221 108,61          | 466 962,47          | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 688 071,08           |                     | 688 071,08           |
| Canada                     | DRCC  | 67 044,64           | 0,00                | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 67 044,64            |                     | 67 044,64            |
| Estonie                    | ESTONIAN AUTHOR'S SOCIETY                                     | 169,23              | 0,00                | 12 270,38         | 366,64             | 0,00          | 0,00             | 12 806,25            |                     | 12 806,25            |
| Bulgarie                   | FILMAUTOR   | 298,40              | 0,00                | 10 622,39         | 19,01              | 0,00          | 0,00             | 10 939,80            |                     | 10 939,80            |
| Hongrie                    | FILMJUS   | 2 245,63            | 2 026,91            | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 4 272,54             |                     | 4 272,54             |
| Allemagne                  | GEMA  | 0,00                | 4 987,88            | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 4 987,88             |                     | 4 987,88             |
| Croatie                    | HDS-ZAMP  | 7 565,35            | 0,00                | 266,33            | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 7 831,68             |                     | 7 831,68             |
| Finlande                   | KOPIOSTO  | 0,00                | 3 842,43            | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 3 842,43             |                     | 3 842,43             |
| Slovaquie                  | LITA  | 0,00                | 4 471,07            | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 4 471,07             |                     | 4 471,07             |
| Autriche                   | LITERAR MECHANA   | 25 946,59           | 11 958,61           | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 37 905,20            |                     | 37 905,20            |
| Norvège                    | NORWACO   | 19 630,75           | 25 267,78           | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 44 898,53            |                     | 44 898,53            |
| Russie                     | RAO   |                     |                     |                   |                    |               |                  | 0,00                 | 5 083,69            | 5 083,69             |
| Belgique                   | SABAM   | 34 517,13           | 0,00                | 232 298,99        | 5 714,38           | 0,00          | 0,00             | 272 530,50           | 642,79              | 273 173,29           |
| Suède                      | SFF   |                     |                     |                   |                    |               |                  |                      | 156,51              | 156,51               |
| Espagne                    | SGAE  | 40 005,18           | 0,00                | 974 225,62        | 170 550,83         | 1 653,50      | 882,74           | 1 187 317,87         | 360 704,26          | 1 548 022,13         |
| Italie                     | SIAE  | 104 869,07          | 0,00                | 799 245,08        | 121 982,18         | 203,07        | 2 961,49         | 1 029 260,89         | 374 232,67          | 1 403 493,56         |
| Lettonie                   | SOCIÉTÉ DES AUTEURS DE LETTONIE                               | 172,18              | 0,00                | 7 198,27          | 5,87               | 0,00          | 0,00             | 7 376,32             | 53,11               | 7 429,43             |
| Mexique                    | SOGEM   | 611,18              | 14 109,90           | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 14 721,08            | 74,12               | 14 795,20            |
| Portugal                   | SPA   | 388,97              | 22 664,45           | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,51             | 23 053,93            | 26 260,48           | 49 314,41            |
| Suisse                     | SSA   | 5 314,61            | 0,00                | 119 016,33        | 2 910,92           | 28,28         | 69,31            | 127 339,45           | 204 021,06          | 331 360,51           |
| Pays-Bas                   | STICHTING LIRA  | 2 999,14            | 83 322,51           | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 86 321,65            |                     | 86 321,65            |
| Suisse                     | SUISSIMAGE  | 7 321,27            | 0,00                | 84 260,28         | 8 023,48           | 0,00          | 96,83            | 99 701,86            |                     | 99 701,86            |
| Israël                     | TALI  | 3 917,09            | 0,00                | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 3 917,09             |                     | 3 917,09             |
| Ukraine                    | UACRR   |                     |                     |                   |                    |               |                  | 0,00                 | 2 344,63            | 2 344,63             |
| Autriche                   | VDFS  | 3 901,15            | 3 675,97            | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 7 577,12             |                     | 7 577,12             |
| Pays-Bas                   | VEVAM   | 7 342,07            | 92 324,68           | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 99 666,75            |                     | 99 666,75            |
| Allemagne                  | VG BILD-KUNST   | 65 116,71           | 250 805,79          | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 315 922,50           |                     | 315 922,50           |
| Allemagne                  | WORT  | 205 311,28          | 373 810,80          | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 579 122,08           |                     | 579 122,08           |
| E-U d'Amérique             | WRITERS GUILD OF AMERICA INC                                  | 19 502,94           | 0,00                | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 19 505,63            |                     | 19 505,63            |
| Japon                      | WRITERS GUILD OF JAPAN  | 15 080,97           | 134 885,39          | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 149 966,36           |                     | 149 966,36           |
| Pologne                    | ZAIKS   | 53,33               | 0,00                | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 53,33                | 2 714,13            | 2 767,46             |
| Pologne                    | ZAPA  | 1 524,15            | 0,00                | 68 332,33         | 4 018,79           | 0,00          | 0,00             | 73 875,27            |                     | 73 875,27            |
| Slovénie                   | ZAVOD AIPA  | 931,71              | 1 547,24            | 0,00              | 0,00               | 0,00          | 0,00             | 2 478,95             |                     | 2 478,95             |
| <b>TOTAL</b>               | <b>2 631 480,67</b>   | <b>2 541 363,14</b> | <b>4 964 060,70</b> | <b>528 050,28</b> | <b>1 884,85</b>    | <b>0,16</b>   | <b>12 058,12</b> | <b>10 678 897,92</b> | <b>1 538 066,71</b> | <b>12 216 964,63</b> |

|                            | Copie privée        | Câble               | Droits primaires     | VàD                 | Mise à disposition | Vidéo-grammes | Individuel       | TOTAL AUDIOVISUEL    | SPECTACLE VIVANT    | TOTAL GÉNÉRAL        |
|----------------------------|---------------------|---------------------|----------------------|---------------------|--------------------|---------------|------------------|----------------------|---------------------|----------------------|
| <b>TOTAL OGC FRANÇAIS</b>  | <b>420 621,11</b>   | <b>59 832,07</b>    | <b>35 776 762,67</b> | <b>526 637,06</b>   | <b>10 072,92</b>   | <b>183,30</b> | <b>8 982,01</b>  | <b>36 803 091,14</b> | <b>2 043 377,93</b> | <b>38 846 419,02</b> |
| <b>TOTAL OGC ÉTRANGERS</b> | <b>2 631 480,67</b> | <b>2 541 363,14</b> | <b>4 964 060,70</b>  | <b>528 050,28</b>   | <b>1 884,85</b>    | <b>0,16</b>   | <b>12 058,12</b> | <b>10 678 897,92</b> | <b>1 538 066,71</b> | <b>12 216 964,63</b> |
| <b>GRAND TOTAL</b>         | <b>3 052 101,78</b> | <b>2 601 195,21</b> | <b>40 740 823,37</b> | <b>1 054 687,34</b> | <b>11 957,77</b>   | <b>183,46</b> | <b>21 040,13</b> | <b>47 481 989,06</b> | <b>3 581 444,64</b> | <b>51 063 383,65</b> |

## Point 10B

## Montant des frais de gestion et déductions effectuées sur les droits dus à d'autres OGC

|                                   | Copie privée | Câble            | Droits primaires | VàD           | Mise à disposition | Reprographie     | TOTAL AUDIOVISUEL | SPECTACLE VIVANT  | TOTAL GÉNÉRAL     |
|-----------------------------------|--------------|------------------|------------------|---------------|--------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| <b>OGC FRANÇAIS</b>               |              |                  |                  |               |                    |                  |                   |                   |                   |
| SOCIÉTÉ                           |              |                  |                  |               |                    |                  |                   |                   |                   |
| ADAGP                             |              |                  |                  |               |                    |                  | 0,00              |                   | 0,00              |
| PROCIREP                          |              |                  |                  | 110,12        | 14 079,66          | 879,91           | 15 069,69         |                   | 15 069,69         |
| SACEM                             |              |                  |                  |               |                    |                  | 0,00              | 11 471,78         | 11 471,78         |
| SCAM                              |              | 33,14            |                  | 37,12         | 321,12             | 5,38             | 396,76            | 1 475,04          | 1 871,80          |
| SOELF                             |              | 23 859,61        | 593,27           | 677,34        | 289 198,03         | 14 739,51        | 329 067,76        | 178 254,05        | 507 321,81        |
| SOC DES GENS DE LETTRES DE FRANCE |              | 1,44             |                  |               | 3,75               |                  | 5,19              |                   | 5,19              |
| <b>TOTAL</b>                      | <b>0,00</b>  | <b>23 894,19</b> | <b>593,27</b>    | <b>824,58</b> | <b>303 602,56</b>  | <b>15 624,80</b> | <b>344 539,40</b> | <b>191 200,87</b> | <b>535 740,27</b> |

|                       | Copie privée      | Câble             | Droits primaires  | VàD             | Mise à disposition | Reprographie     | TOTAL AUDIOVISUEL   | SPECTACLE VIVANT  | TOTAL GÉNÉRAL       |
|-----------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-----------------|--------------------|------------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| <b>OGC ÉTRANGERS</b>  |                   |                   |                   |                 |                    |                  |                     |                   |                     |
| NATIONALITÉ           |                   |                   |                   |                 |                    |                  |                     |                   |                     |
| SOCIÉTÉ               |                   |                   |                   |                 |                    |                  |                     |                   |                     |
| Brésil                |                   |                   |                   |                 |                    |                  | 0,00                | 24,24             | 24,24               |
| Uruguay               |                   |                   |                   |                 |                    |                  | 0,00                | 311,89            | 311,89              |
| Royaume-Uni           | 151 530,53        | 202 604,68        |                   |                 |                    |                  | 354 135,21          |                   | 354 135,21          |
| Canada                |                   |                   |                   |                 |                    |                  | 0,00                | 483,26            | 483,26              |
| Argentine             |                   | 10 002,30         |                   |                 | 82 379,79          | 11 899,20        | 104 281,29          | 2 807,00          | 107 088,29          |
| Lituanie              | 63,72             | 9,98              |                   |                 |                    |                  | 73,70               | 1,22              | 74,92               |
| Chili                 | 673,24            | 238,75            |                   |                 |                    |                  | 911,99              | 572,80            | 1 484,79            |
| Australie             | 15 329,41         | 11 040,36         | 0,00              |                 |                    |                  | 26 369,77           |                   | 26 369,77           |
| Australie             | 41 586,37         | 27 777,09         | 5,00              |                 |                    |                  | 69 368,46           |                   | 69 368,46           |
| Burkina Faso          | 454,34            |                   |                   |                 |                    |                  | 454,34              | 1 009,11          | 1 463,45            |
| Sénégal               |                   |                   |                   |                 |                    |                  | 0,00                |                   | 0,00                |
| Bénin                 | 401,52            |                   |                   |                 |                    |                  | 401,52              |                   | 401,52              |
| Côte d'Ivoire         |                   |                   |                   |                 | 807,33             |                  | 807,33              |                   | 807,33              |
| Ukraine               | 20,95             | 16,86             |                   |                 |                    |                  | 37,81               |                   | 37,81               |
| Danemark              | 8 912,70          | 6 770,06          |                   |                 |                    |                  | 15 682,76           |                   | 15 682,76           |
| Suède                 | 3 339,53          | 6 459,14          |                   |                 |                    |                  | 9 798,67            |                   | 9 798,67            |
| Canada                |                   | 32 253,87         |                   |                 |                    |                  | 32 253,87           |                   | 32 253,87           |
| Argentine             |                   | 1 260,30          |                   |                 | 15 299,84          | 1 753,43         | 18 313,57           |                   | 18 313,57           |
| Afrique du Sud        |                   |                   | 2,97              |                 |                    |                  | 2,97                |                   | 2,97                |
| Espagne               |                   | 2 508,44          |                   |                 |                    |                  | 25 319,30           | 4 722,06          | 32 549,80           |
| Colombie              | 56,08             |                   |                   |                 |                    |                  | 56,08               |                   | 56,08               |
| Belgique              | 6 958,63          | 0,00              | 117 757,61        | 7 482,51        | 479,10             | 0,00             | 132 677,86          | 31 245,31         | 163 923,17          |
| République Tchèque    | 224,86            | 294,34            |                   |                 |                    |                  | 519,20              | 3 455,41          | 3 974,61            |
| Mexique               | 681,24            | 103,37            |                   |                 |                    |                  | 784,61              |                   | 784,61              |
| Etats-Unis d'Amérique |                   |                   |                   |                 |                    |                  | 0,00                |                   | 0,00                |
| Royaume-Uni           | 92 102,88         | 45 208,02         |                   |                 |                    |                  | 137 310,90          |                   | 137 310,90          |
| Canada                |                   | 15 142,06         |                   |                 |                    |                  | 15 142,06           |                   | 15 142,06           |
| Estonie               |                   | 50,96             |                   |                 | 2 280,95           | 66,02            | 2 397,93            |                   | 2 397,93            |
| Bulgarie              |                   | 89,35             |                   |                 | 1 796,71           | 5,27             | 1 891,33            |                   | 1 891,33            |
| Hongrie               | 506,74            | 460,24            |                   |                 |                    |                  | 966,98              |                   | 966,98              |
| Allemagne             | 957,97            |                   |                   |                 |                    |                  | 957,97              |                   | 957,97              |
| Croatie               |                   | 977,75            |                   |                 | 33,97              |                  | 1 011,72            |                   | 1 011,72            |
| Finlande              | 839,85            |                   |                   |                 |                    |                  | 839,85              |                   | 839,85              |
| Pays-Bas              |                   |                   |                   |                 |                    |                  | 0,00                |                   | 0,00                |
| Slovaquie             | 1 227,32          |                   |                   |                 |                    |                  | 1 227,32            |                   | 1 227,32            |
| Autriche              | 3 203,63          | 6 488,05          |                   |                 |                    |                  | 9 691,68            |                   | 9 691,68            |
| Norvège               | 7 160,32          | 4 560,57          |                   |                 |                    |                  | 11 720,89           |                   | 11 720,89           |
| Algérie               |                   |                   |                   |                 |                    |                  | 0,00                |                   | 0,00                |
| Russie                |                   |                   |                   |                 |                    |                  | 0,00                | 1 165,93          | 1 165,93            |
| Belgique              |                   | 5 263,14          |                   |                 |                    | 38 635,15        | 44 870,10           | 129,80            | 44 999,90           |
| Irlande               |                   |                   |                   |                 |                    |                  | 0,00                |                   | 0,00                |
| Suède                 |                   |                   |                   |                 |                    |                  | 0,00                | 18,47             | 18,47               |
| Espagne               |                   | 8 260,46          | 23,16             | 222,23          | 188 448,90         | 28 278,76        | 225 233,51          | 53 247,21         | 278 480,72          |
| Italie                |                   | 18 082,43         | 133,83            | 36,46           | 130 939,58         | 23 984,52        | 173 176,82          | 49 182,90         | 222 359,72          |
| Lettonie              |                   | 45,27             |                   |                 | 1 035,91           | 1,46             | 1 082,64            | 14,09             | 1 096,73            |
| Mexique               | 2 901,19          | 123,40            |                   |                 |                    |                  | 3 024,59            | 25,28             | 3 049,87            |
| Portugal              | 2 960,51          | 61,58             | 0,06              |                 |                    |                  | 3 022,15            |                   | 3 022,15            |
| Suisse                |                   | 923,49            | 8,89              | 7,05            | 19 765,98          | 568,77           | 21 274,19           | 34 035,16         | 55 309,34           |
| Pays-Bas              | 16 191,90         | 755,64            |                   |                 |                    |                  | 16 947,54           |                   | 16 947,54           |
| Suisse                |                   | 1 445,57          | 5,03              |                 | 14 875,73          | 1 617,08         | 17 943,41           |                   | 17 943,41           |
| Israël                |                   | 1 142,76          |                   |                 |                    |                  | 1 142,76            |                   | 1 142,76            |
| Grèce                 |                   |                   |                   |                 |                    |                  | 0,00                |                   | 0,00                |
| Ukraine               |                   |                   |                   |                 |                    |                  | 0,00                | 438,96            | 438,96              |
| Autriche              | 888,89            | 918,07            |                   |                 |                    |                  | 1 806,96            |                   | 1 806,96            |
| Pays-Bas              | 18 417,22         | 1 652,95          |                   |                 |                    |                  | 20 070,17           |                   | 20 070,17           |
| Allemagne             | 48 111,34         | 15 553,38         |                   |                 |                    |                  | 63 664,72           |                   | 63 664,72           |
| Allemagne             | 81 843,26         | 45 036,01         |                   |                 |                    |                  | 126 879,27          |                   | 126 879,27          |
| Etats-Unis d'Amérique |                   | 2 520,53          |                   |                 |                    |                  | 2 520,53            |                   | 2 520,53            |
| Japon                 | 34 124,42         | 4 455,66          |                   |                 |                    |                  | 38 580,08           |                   | 38 580,08           |
| Pologne               |                   | 15,89             |                   |                 |                    |                  | 15,89               | 399,16            | 415,05              |
| Pologne               |                   | 341,33            |                   |                 | 11 803,49          | 722,56           | 12 867,38           |                   | 12 867,38           |
| Slovénie              | 450,93            | 291,28            |                   |                 |                    |                  | 742,21              |                   | 742,21              |
| <b>TOTAL</b>          | <b>542 121,49</b> | <b>481 205,38</b> | <b>117 936,55</b> | <b>7 748,25</b> | <b>533 901,73</b>  | <b>74 590,94</b> | <b>1 757 504,35</b> | <b>182 519,36</b> | <b>1 940 023,71</b> |

|                            | Copie privée      | Câble             | Droits primaires  | VàD             | Mise à disposition | Reprographie     | TOTAL AUDIOVISUEL   | SPECTACLE VIVANT  | TOTAL GÉNÉRAL       |
|----------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-----------------|--------------------|------------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| <b>TOTAL OGC FRANÇAIS</b>  | <b>0,00</b>       | <b>23 894,19</b>  | <b>593,27</b>     | <b>824,58</b>   | <b>303 602,56</b>  | <b>15 624,80</b> | <b>344 539,40</b>   | <b>191 200,87</b> | <b>535 740,27</b>   |
| <b>TOTAL OGC ÉTRANGERS</b> | <b>542 121,49</b> | <b>481 205,38</b> | <b>117 936,55</b> | <b>7 748,25</b> | <b>533 901,73</b>  | <b>74 590,94</b> | <b>1 757 504,35</b> | <b>182 519,36</b> | <b>1 940 023,71</b> |
| <b>GRAND TOTAL</b>         | <b>542 121,49</b> | <b>505 099,57</b> | <b>118 529,82</b> | <b>8 572,83</b> | <b>837 504,29</b>  | <b>90 215,74</b> | <b>2 102 043,75</b> | <b>373 720,23</b> | <b>2 475 763,98</b> |

**Point 10C****Montant des frais de gestion et déductions effectués sur les sommes versées par d'autres OGC**

|   | AUDIOVISUEL          | SPECTACLE VIVANT  | TOTAL                |
|---|----------------------|-------------------|----------------------|
| ABRAMUS   |                      | 2 803,06          | 2 803,06             |
| ADAGP   | 12 457,48            |                   | 12 457,48            |
| AGADU   |                      | 149,30            | 149,30               |
| ALCS  | 5 079,70             |                   | 5 079,70             |
| ARGENTORES  | 158,46               | 13 900,99         | 14 059,45            |
| ARMAUTHOR NGO   |                      | 91,10             | 91,10                |
| ASSOCIATION LATGA   | 188,99               | 5 080,62          | 5 269,61             |
| ATHINA-SADA   | 2,58                 |                   | 2,58                 |
| ATN   |                      | 1 391,12          | 1 391,12             |
| AUSTRALIAN SCREEN DIRECTORS AUTHORSHIP COLLECTING SOCIETY LTD | 11,39                |                   | 11,39                |
| AUSTRALIAN WRITER'S GUILD                                     | 1 309,40             |                   | 1 309,40             |
| BMDA  |                      | 540,90            | 540,90               |
| COPIE FRANCE  | 1 013 075,88         |                   | 1 013 075,88         |
| COPY - DAN KABEL - TV   | 256,12               |                   | 256,12               |
| COPYRO, SOCIETATE DE GESTIUNE COLECTIVA A DREPTUNIOR DE AUTOR |                      | 86,98             | 86,98                |
| COPYSWEDE   | 2 290,22             |                   | 2 290,22             |
| CSCS  | 645,97               |                   | 645,97               |
| DAC   | 7 284,14             |                   | 7 284,14             |
| DACIN SARA  | 11 375,10            |                   | 11 375,10            |
| DALRO   | 26,23                |                   | 26,23                |
| DAMA  | 26 070,49            |                   | 26 070,49            |
| DHFR  | 71,36                |                   | 71,36                |
| DILIA   | 4 913,75             | 17 717,32         | 22 631,07            |
| DIRECTORES  | 1 336,61             |                   | 1 336,61             |
| DIRECTORS GUILD OF AMERICA INC                                | 777,19               |                   | 777,19               |
| DIRECTORS UK  | 269,85               |                   | 269,85               |
| DRCC  | 1 639,89             |                   | 1 639,89             |
| ESTONIAN AUTHOR' S SOCIETY                                    | 2 045,42             |                   | 2 045,42             |
| FILMJUS   | 1 910,64             |                   | 1 910,64             |
| GCA   |                      | 107,39            | 107,39               |
| LITA  | 1 245,96             | 3 233,88          | 4 479,84             |
| LITERAR MECHANA   | 7 720,72             |                   | 7 720,72             |
| NCIP  |                      | 539,54            | 539,54               |
| NGO-UACRR   |                      | 1 219,78          | 1 219,78             |
| NORWACO   | 5 530,28             |                   | 5 530,28             |
| PERFORMING ARTS AGENCY THE ARTBASSADOR LLP                    |                      | 1 022,10          | 1 022,10             |
| RAO   |                      | 28 096,49         | 28 096,49            |
| S.D.R.M.  | 7 136 462,11         |                   | 7 136 462,11         |
| SACD BELGIQUE   | 783 977,70           | 7 744,54          | 791 722,24           |
| SACD CANADA   | 312 571,83           | 28 862,98         | 341 434,81           |
| SACEM LUXEMBOURG  | 6,08                 | 11 610,02         | 11 616,10            |
| SACENC  | 12 745,82            |                   | 12 745,82            |
| SAYCO   |                      | 34,99             | 34,99                |
| SCAM  | 442 268,83           |                   | 442 268,83           |
| SGAE  | 4 436,39             | 27 244,37         | 31 680,76            |
| SIAE  | 176 237,25           | 44 210,43         | 220 447,68           |
| SOCIETE DES AUTEURS DE LETTONIE                               | 662,87               | 4 062,13          | 4 725,00             |
| SOGEM   |                      | 3 044,34          | 3 044,34             |
| SOPE  |                      | 3 828,38          | 3 828,38             |
| SPA   |                      | 4 358,19          | 4 358,19             |
| SSA   | 376 864,71           | 113 536,22        | 490 400,93           |
| STICHTING LIRA  | 1 539,64             | 492,26            | 2 031,90             |
| VDFS  | 6 718,70             |                   | 6 718,70             |
| VEVAM   | 197,53               |                   | 197,53               |
| VG BILD-KUNST   | 161 500,88           |                   | 161 500,88           |
| WORT  | 70 905,08            |                   | 70 905,08            |
| WRITERS GUILD OF AMERICA INC                                  | 3 478,85             |                   | 3 478,85             |
| WRITERS GUILD OF JAPAN  | 3 373,00             |                   | 3 373,00             |
| ZAIKS   | 50,59                | 13 765,38         | 13 815,97            |
| ZAPA  | 42 373,89            |                   | 42 373,89            |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>  | <b>10 644 065,57</b> | <b>338 774,80</b> | <b>10 982 840,37</b> |

**Point 10E****Montant des sommes provenant d'autres OGC répartiées dans l'année directement aux titulaires de droits**

|   | AUDIOVISUEL          | SPECTACLE VIVANT    | TOTAL                |
|---|----------------------|---------------------|----------------------|
| ABRAMUS   |                      | 34 557,04           | 34 557,04            |
| ADAGP   | 96 330,19            |                     | 96 330,19            |
| AGADU   |                      | 1 850,70            | 1 850,70             |
| ALCS  | 63 711,97            |                     | 63 711,97            |
| ARGENTORES  | 2 101,20             | 172 198,07          | 174 299,27           |
| ARMAUTHOR NGO   |                      | 1 129,11            | 1 129,11             |
| ASSOCIATION LATGA   | 2 327,60             | 62 978,45           | 65 306,05            |
| ATHINA-SADA   | 34,21                |                     | 34,21                |
| ATN   |                      | 17 243,86           | 17 243,86            |
| AUSTRALIAN SCREEN DIRECTORS AUTHORSHIP COLLECTING SOCIETY LTD | 140,96               |                     | 140,96               |
| AUSTRALIAN WRITER'S GUILD                                     | 17 476,09            |                     | 17 476,09            |
| BMDA  |                      | 6 703,42            | 6 703,42             |
| COPIE FRANCE  | 7 824 241,19         |                     | 7 824 241,19         |
| COPY - DAN KABEL - TV   | 3 186,27             |                     | 3 186,27             |
| COPYRO, SOCIETATE DE GESTIUNE COLECTIVA A DREPTUNIOR DE AUTOR |                      | 1 078,02            | 1 078,02             |
| COPYSWEDE   | 28 418,43            |                     | 28 418,43            |
| CSCS  | 4 997,86             |                     | 4 997,86             |
| DAC   | 92 058,90            |                     | 92 058,90            |
| DACIN SARA  | 147 141,41           |                     | 147 141,41           |
| DALRO   | 325,06               |                     | 325,06               |
| DAMA  | 333 916,43           |                     | 333 916,43           |
| DHFR  | 926,61               |                     | 926,61               |
| DILIA   | 62 497,28            | 218 437,04          | 280 934,32           |
| DIRECTORES  | 16 644,54            |                     | 16 644,54            |
| DIRECTORS GUILD OF AMERICA INC                                | 10 060,50            |                     | 10 060,50            |
| DIRECTORS UK  | 3 469,00             |                     | 3 469,00             |
| DRCC  | 12 688,68            |                     | 12 688,68            |
| ESTONIAN AUTHOR' S SOCIETY                                    | 25 495,04            |                     | 25 495,04            |
| FILMJUS   | 23 789,64            |                     | 23 789,64            |
| GCA   |                      | 1 330,55            | 1 330,55             |
| LITA  | 15 454,28            | 39 992,34           | 55 446,62            |
| LITERAR MECHANA   | 99 110,75            |                     | 99 110,75            |
| NCIP  |                      | 6 687,92            | 6 687,92             |
| NGO-UACRR   |                      | 15 120,92           | 15 120,92            |
| NORWACO   | 68 769,44            |                     | 68 769,44            |
| PERFORMING ARTS AGENCY THE ARTBASSADOR LLP                    |                      | 12 670,01           | 12 670,01            |
| RAO   |                      | 346 294,93          | 346 294,93           |
| S.D.R.M.  | 57 557 138,63        |                     | 57 557 138,63        |
| SACD BELGIQUE   | 6 057 889,77         | 153 440,77          | 6 211 330,54         |
| SACD CANADA   | 1 690 789,36         | 198 191,68          | 1 888 981,04         |
| SACEM LUXEMBOURG  | 50,88                | 79 003,46           | 79 054,34            |
| SACENC  | 102 416,15           |                     | 102 416,15           |
| SAYCO   |                      | 433,95              | 433,95               |
| SCAM  | 3 560 369,87         |                     | 3 560 369,87         |
| SGAE  | 55 243,06            | 336 979,43          | 392 222,49           |
| SIAE  | 2 262 708,15         | 544 908,69          | 2 807 616,84         |
| SOCIETE DES AUTEURS DE LETTONIE                               | 8 309,97             | 50 347,72           | 58 657,69            |
| SOGEM   |                      | 37 737,15           | 37 737,15            |
| SOPE  |                      | 47 455,25           | 47 455,25            |
| SPA   |                      | 52 313,69           | 52 313,69            |
| SSA   | 4 798 267,94         | 1 392 374,55        | 6 190 642,49         |
| STICHTING LIRA  | 19 458,11            | 5 881,25            | 25 339,36            |
| VDFS  | 83 002,68            |                     | 83 002,68            |
| VEVAM   | 2 568,29             |                     | 2 568,29             |
| VG BILD-KUNST   | 2 151 351,75         |                     | 2 151 351,75         |
| WORT  | 945 685,01           |                     | 945 685,01           |
| WRITERS GUILD OF AMERICA INC                                  | 43 112,72            |                     | 43 112,72            |
| WRITERS GUILD OF JAPAN  | 44 849,59            |                     | 44 849,59            |
| ZAIKS   | 627,00               | 170 633,16          | 171 260,16           |
| ZAPA  | 564 448,34           |                     | 564 448,34           |
| <b>TOTAL GÉNÉRAL</b>  | <b>88 903 600,80</b> | <b>4 007 973,13</b> | <b>92 911 573,93</b> |

## **11 Article R321 - 14 III du CPI**

### **Rapport sur l'utilisation des sommes déduites aux fins de services sociaux, culturels, et éducatifs**

#### **Détails**

##### **Point 1**

Montant des sommes déduites aux fins de services sociaux, culturels et éducatifs au cours de l'exercice, ventilé par type de finalité et pour chaque type de finalité, par catégorie de droits et type d'utilisations

##### **Point 2**

Utilisation de ces sommes avec une ventilation des dites sommes par type de finalité (y compris le montant des frais de gestion des dites sommes)

**Point 1****Montant des sommes déduites aux fins de services sociaux, culturels et éducatifs au cours de l'exercice 2018**

Le montant des sommes déduites par la SACD en 2018, aux fins de services sociaux, culturels et éducatifs s'établit à **10 539 939 €** dont la ventilation au bénéfice de chacune de ces finalités est détaillée dans le tableau ci-dessus :

|                                       | Social           | Culturel         | Éducatif       | TOTAL             |
|---------------------------------------|------------------|------------------|----------------|-------------------|
| <b>Gestion volontaire</b>             |                  |                  |                |                   |
| Spectacle vivant                      | 2 684 200        | 0                | 0              | 2 684 200         |
| Audiovisuel                           | 877 482          | 0                | 0              | 877 482           |
| <b>TOTAL GCV</b>                      | <b>3 561 683</b> | <b>0</b>         | <b>0</b>       | <b>3 561 683</b>  |
| <b>Gestion collective obligatoire</b> |                  |                  |                |                   |
| Câble                                 | 0                | 398 123          | 0              | 398 123           |
| Copie Privée                          | 0                | 5 226 963        | 917 579        | 6 144 542         |
| <b>TOTAL CGA</b>                      | <b>0</b>         | <b>5 625 086</b> | <b>917 579</b> | <b>6 542 665</b>  |
| Autres                                | 67 056           | 368 535          | 0              | 435 591           |
| <b>TOTAL</b>                          | <b>3 628 739</b> | <b>5 993 621</b> | <b>917 579</b> | <b>10 539 939</b> |

S'agissant des **déductions aux fins des actions sociales**, dont le montant s'élève pour 2018 à **3 628 739 €**, les ressources ainsi constituées proviennent :

**> à concurrence de 2 684 200 €, des perceptions effectuées dans le cadre de la gestion volontaire du spectacle vivant, et elles correspondent :**

- > à la quote-part affectée aux actions sociales de la CCSA (Contribution à caractère social et administratif) perçue auprès des diffuseurs ;
- > aux redevances perçues dans un cadre contractuel auprès de certains entrepreneurs de spectacle pour l'exploitation d'œuvres ne bénéficiant plus de la protection légale (domaine public pur) ;
- > aux prélèvements pour emprunt au domaine public appliqués sur les droits afférents aux adaptations d'œuvres ne bénéficiant plus de la protection légale (pour leur part affectée aux actions sociales).

**> à concurrence de 877 482 €, des perceptions effectuées dans le cadre de la gestion volontaire des œuvres audiovisuelles, et elles correspondent :**

- > aux prélèvements pour emprunt au domaine public appliqués sur les droits afférents aux adaptations d'œuvres ne bénéficiant plus de la protection légale (pour leur part affectée aux actions sociales) ;
- > aux prélèvements effectués sur la répartition des droits payés à des organismes de gestion collective étrangers.

**> et enfin à concurrence de 67 056 €, d'autres ressources, à savoir le prélèvement de solidarité (1 %) appliqué sur les droits versés aux successions (pour sa quote-part affectée aux actions sociales).**



S'agissant des déductions aux fins des actions culturelles et éducatives, leur montant global en 2018 s'établit à 6 911 200 €.

Ces sommes proviennent :

**> à concurrence de 6 542 665 €, des perceptions issues de la gestion collective obligatoire des œuvres audiovisuelles – et notamment :**

- > de sommes irrépartissables prescrites concernant les droits de diffusion câble (pour 398 123 €) affectées dans leur globalité aux fins des actions culturelles,
- > de sommes issues de la redevance pour copie privée soit globalement 6 144 542 €, résultant :

- d'une **affectedation légale** (Art. L 324-17 du CPI) :

- > de la quote-part de 25 % affectée légalement aux actions culturelles, artistiques et éducatives soit :
  - 3 869 256 € au titre de la copie privée audiovisuelle
  - 854 572 € au titre de la copie privée sonore
- > des sommes irrépartissables prescrites au titre de la copie privée soit 89 733 €

- d'une **affectedation volontaire** :

- > d'une quote-part de la copie privée sonore répartissable soit 1 256 220 €
- > de la copie privée numérique (texte et image) soit 74 749 €

**> à concurrence de 368 535 €, d'autres ressources d'affectation légale ou volontaire, à savoir :**

- > les reliquats des années antérieures (sommes non utilisées au titre des actions culturelles et mises en réserves précédemment) pour 279 765 € ;
- > les recettes de billetterie encaissées par la SACD dans le cadre des spectacles qu'elle produit au festival d'Avignon, pour 42 971 € ;
- > et les produits financiers, correspondant à la rémunération moyenne sur l'année des ressources légales et volontaires énumérées ci-dessus, pour 45 799 €.

**NB**

*Tous les chiffres ci-dessus sont issus de la comptabilité générale et arrondis à l'euro près. L'application de cette règle peut conduire à des différences de quelques euros dans les sommes et montants totaux qui ont un caractère normal.*

**Point 2****Emplois des sommes déduites aux fins de services sociaux, culturels et éducatifs au cours de l'exercice 2018**

La SACD utilise les sommes déduites de sa gestion aux fins de services sociaux, culturels et éducatifs décrites au point 1 précédent (à concurrence de 10 539 939 €), pour financer ses actions sociales, ses actions culturelles, et ses actions éducatives dont le montant global s'élève à 10 694 106 €.

Ce montant excède les sommes déduites d'un montant global de 154 167 € dont le financement est assuré par la SACD sur ses ressources propres.

Le détail des actions financées figure dans le tableau ci-dessus.

|   |                   |
|---|-------------------|
| <b>Actions sociales</b>                     |                   |
| Allocations complémentaires                 | 3 061 377         |
| Caisse de solidarités, allocations filleuls | 206 704           |
| Allocations suite décès                     | 31 460            |
| Autres                                      | 38 365            |
| Charges générales imputées à l'AS           | 445 000           |
| <b>TOTAL</b>                                | <b>3 782 906</b>  |
| <b>Actions culturelles</b>                  |                   |
| Soutiens                                    | 5 018 888         |
| Charges générales imputées à l'AC           | 974 733           |
| <b>TOTAL</b>                                | <b>5 993 621</b>  |
| <b>Actions éducatives</b>                   |                   |
| Soutiens                                    | <b>768 312</b>    |
| Charges générales imputées à l'AE           | <b>149 267</b>    |
| <b>TOTAL</b>                                | <b>917 579</b>    |
| <b>GRAND TOTAL</b>                          | <b>10 694 106</b> |

S'agissant des **actions sociales**, elles s'orientent autour de plusieurs axes d'intervention :

> Les aides de solidarité attribuées par une commission sociale (composée d'auteurs membres du Conseil d'administration et conseillée par une assistante sociale) aux auteurs en difficulté, et les allocations versées par la SACD à ses « filleuls » (enfants d'auteurs décédés) pour soutenir financièrement la poursuite de leur scolarité et de leurs études supérieures. Ces aides, allouées sous formes de dons, ont représenté en 2018 un montant global de 206 704 € et elles ont bénéficié à 77 personnes en difficulté et à 21 filleuls.

À noter qu'en complément de ces aides financières, la SACD assortit ces actions individuelles d'un accompagnement personnalisé (démarches diverses, orientation vers les aides légales, appui pour l'accès à des établissements de soins adaptés, etc.).

> Les allocations complémentaires versées aux auteurs retraités en complément des régimes légaux. Cet avantage accordé aux auteurs retraités, sous certaines conditions, et dont le fonctionnement ne constitue aucun droit acquis, est revu chaque année par le Conseil d'administration qui décide de son maintien et en définit le montant. Celui-ci s'est élevé globalement à 3 061 377 € pour 2018, et il a bénéficié à 1 154 personnes, pour un montant annuel individuel médian de 1 315 €.

- > **Les allocations « obsèques »** attribuées par la SACD aux ayants droit de ses sociétaires décédés pour faire face aux frais d'obsèques, ont représenté pour 2018 une somme globale de 31 460 €, qui a bénéficié à 22 personnes.
- > **Les autres dépenses imputées** à l'action sociale s'élèvent à 38 365 € et concernent :
  - > l'entretien des sépultures d'auteurs décédés dont la Société est légataire, ainsi que la dotation de prix institués par testament par certains d'entre eux (prix Maurice Yvain notamment).
  - > le soutien de la SACD au fonctionnement du Fonds de dotation *Auteurs solidaires*, créé sous son impulsion en 2015, qui a pour objet la mise en œuvre de projets innovants en matière d'intervention sociale, menés par des auteurs professionnels et fondés sur le partage d'expériences de création.

Précisons enfin qu'à ces dépenses directes en matière d'action sociale financées sur les sommes déduites pour cette finalité (soit 3 628 739 €) s'ajoutent les **charges générales imputées à ces activités**, c'est-à-dire les frais de gestion engagés pour leur mise en œuvre, dont le montant s'élève pour 2018 à **445 000 €** (salaires, locaux, entretien, etc. ...), ce qui conduit au **montant total de 3 782 906 € consacrés à l'action sociale**.

S'agissant des **actions culturelles et éducatives**, la SACD oriente de façon prioritaire ses interventions sur toutes les actions susceptibles de favoriser la création et la diffusion d'œuvres dramatiques contemporaines d'expression francophone, et la formation des auteurs, dans la diversité des écritures textuelles, musicales, chorégraphiques, scénographiques, audiovisuelles et interactives / numériques .

À ce titre, la Société a consacré les sommes disponibles au titre de ses actions culturelles et éducatives, soit **6 911 200 €** :

- > au financement de ses actions culturelles à concurrence de 5 993 621 € ;
- > au financement de ses actions éducatives à concurrence de 917 579 €.

**A. S'agissant des actions culturelles, le montant global de 5 993 621 € se ventile entre les aides directes affectées au financement des actions soutenues (5 018 888 €) et les charges de gestion y afférentes (974 733 €)**

**a) Les aides directes** (5 018 888 €) concernent à la fois la création, la diffusion des œuvres, et des projets dits mixtes (où sont associées la création et la diffusion des œuvres) dans les proportions suivantes :

- > aide à la création : 1 992 664 € ;
- > aide à la diffusion : 1 496 844 € ;
- > aides mixtes (création et diffusion) : 1 529 380 €.

Étant entendu que cette distinction résulte d'une ventilation a posteriori de la consommation des ressources disponibles et de la répartition des soutiens consentis, et non d'une affectation préalable du budget disponible.

Pour autant, l'importance des actions visant à soutenir la création et la diffusion des œuvres traduit de manière évidente le souci de la SACD d'entretenir par ses actions culturelles la vitalité de la création dramatique d'expression francophone sous toutes ses formes, d'aider à l'émergence d'auteurs et compositeurs dramatiques nouveaux, et de favoriser la diffusion et la présentation de leurs œuvres auprès du public. C'est notamment un parti-pris systématique au titre des aides octroyées par le biais de l'association Beaumarchais, ou des divers fonds SACD (cf. infra).

**b) Les « charges de gestion »** afférentes aux actions culturelles s'élèvent à 974 733 €.

Elles constituent la part revenant aux seules actions culturelles des charges (salaires et frais généraux) globalement engagées par la SACD pour la gestion de ses actions culturelles et éducatives (soit 1 124 000 €) et imputées par la SACD sur les ressources affectées à ces finalités (cf. supra Point 1).

**B. S'agissant des actions éducatives, leur montant global de 917 579 € se ventile lui aussi entre les aides directes affectées au financement des actions soutenues (768 312 €) et les charges de gestion y afférentes (149 267 €).**

**a) Les aides directes** (768 312 €) concernent à la fois :

- > la formation initiale et continue des auteurs pour 688 761 €. Ce chiffre inclut d'une part les aides allouées par la SACD à divers organismes de formation (Conservatoire Européen des Ecritures Audiovisuelles, La Poudrière, La Ciné Fabrique...) qui se sont sensiblement accrues en 2018, et d'autre part l'abondement par la Société du fonds de formation continue des auteurs, mis en place depuis 2012 et géré par l'AFDAS. Le montant de cet abondement (représentant 5% du quart « action culturelle » des perceptions au titre de la copie privée, tel que défini par la convention triennale signée en juin 2015), qui complète les cotisations auteurs et diffuseurs alimentant ce fonds, s'est élevé en 2018 à 236 000 €.
- > et les aides destinées à soutenir l'éducation artistique et culturelle pour 79 551 € en 2018, avec le soutien d'actions nouvelles (comme la FEMIS, ou le Feuilletton Avignon par exemple), la poursuite d'actions déjà soutenues antérieurement (Les rencontres chorégraphiques de Seine St-Denis, Méditalents, etc.) ou l'accroissement des dotations accordées à certaines actions comme Un artiste à l'École.

**b) Les charges de gestion** afférentes aux actions éducatives s'élèvent à 149 267 €.

Comme pour les actions culturelles, elles constituent la quote-part revenant aux seules actions éducatives des charges (salaires et frais généraux) globalement engagées par la SACD pour la gestion de de ses actions culturelles et éducatives (soit 1 124 000 €) et imputées par la SACD sur les ressources affectées à ces finalités (cf. supra Point 1).

Enfin, pour disposer d'une vision de la répartition par répertoire (spectacle vivant/ audiovisuel) et par discipline (au sein de ces grands répertoires), du montant global (soit 5 787 200 €) affecté en 2018 par la SACD à ses aides directes au titre des actions culturelles et éducatives, précisons :

**> qu'un montant de 2 766 300 € a été affecté à des actions non imputées à une discipline particulière dont la décomposition est la suivante :**

- > Prix SACD : 24 000 €
- > Action décentralisée province : 50 000 €
- > Actions internationales : 85 000 €
- > Association Beaumarchais : 718 000 €
- > ARP : 70 500 €
- > Action culturelle Belgique : 210 000 €
- > Action culturelle Canada : 31 000 €
- > Fonds de réactivité : 230 000 €
- > Action culturelle transdisciplines SV : 120 000 €
- > Action culturelle transrépertoires : 30 000 €
- > Action culturelle Formation : 316 000 €
- > Action culturelle Education culturelle et artistique : 155 000 €
- > Fonds Stratégie : 626 800 €
- > Fonds de dotation Auteurs solidaires : 100 000 €

Sachant que figurent sous les rubriques :

- > *Prix SACD* : les prix attribués chaque année par la Société pour récompenser et encourager le talent de divers auteurs relevant de ses disciplines.
- > *Action décentralisée province* : le budget consacré à des actions culturelles locales en province et dans les DOM-TOM.
- > *Actions internationales* : les soutiens consentis par la SACD pour la circulation et la promotion à l'étranger des œuvres d'expression française et pour la diversité culturelle.
- > *Association Beaumarchais* : le soutien accordé par la SACD à cette association qu'elle a elle-même créée en 1988, dans le but d'aider financièrement les auteurs dans leur travail d'écriture et de conception et participer à la réalisation de leurs projet, et dont la Société assure la majeure partie du financement.
- > *ARP (Association des Réalisateurs Producteurs)* : la part de copie privée audiovisuelle contractuellement collectée par la SACD pour le compte des auteurs producteurs membres de cette société, et leur revenant en conséquence.
- > *Action Culturelle Belgique* et *Action Culturelle Canada* : les budgets consentis à la délégation générale de la SACD en Belgique, et à la SACD Limitée au Canada, budgets dont l'utilisation fait l'objet -dans le cadre des délégations qui leur sont statutairement dévolues- de décisions autonomes des comités belge et canadien de la Société.
- > *Fonds de réactivité* : un budget de réserves destiné à abriter des aides sollicitées en cours d'année – indifféremment pour tous les répertoires- et justifiant – en raison de leur importance- une « réactivité » rapide.
- > *Action culturelle Transdisciplines Spectacle vivant* : le budget destiné à diverses manifestations associant plusieurs disciplines du répertoire spectacle vivant de la Société.
- > *Action culturelle Transrépertoires* : un budget destiné à soutenir des projets associant les répertoires spectacle vivant et audiovisuel de la SACD (notamment « Voix d'auteurs »).
- > *Action culturelle Formation* : le budget destiné au financement des actions concrètes de formation professionnelle continue pour les auteurs, en abondement du fonds de formation « auteurs » créé au sein de l'AFDAS, ainsi qu'au bénéfice du CEEA et de la Cinéfabrique.
- > *Action artistique et culturelle* : le budget destiné au financement des actions concrètes en faveur de l'éducation artistique et culturelle, telles qu'Un artiste à l'École, ou la FEMIS.
- > *Fonds Stratégie* : un budget de réserves destiné à financer des actions culturelles jugées stratégiques et prioritaires, concernant tous les répertoires (et notamment l'humour).
- > *Fonds de dotation Auteurs solidaires* : le soutien apporté par la SACD au fonds de dotation créé en 2014 pour mettre en œuvre des projets visant – entre autres – à favoriser l'accès à la culture de populations défavorisées, tout en associant des auteurs à ces missions de lien social et d'accompagnement de la création.

**> le reste, soit un montant de 3 020 900 €, revient à des actions imputables aux différentes disciplines de la SACD, et se répartit comme suit :**

- > Animation : 210 400 €
- > Arts de la rue : 104 300 €
- > Cinéma : 336 400 €
- > Cirque : 138 800 €
- > Création interactive / création web : 40 000 €
- > Danse : 133 900 €
- > Musique : 345 100 €
- > Radio : 89 500 €
- > Télévision : 677 300 €
- > Théâtre : 945 200 €

**Société des Auteurs et Compositeurs  
Dramatiques (SACD)**

Attestation du commissaire aux comptes sur les informations prévues aux 1°, 7° à 10° du II et au III de l'article R. 321-14 du code de la propriété intellectuelle communiquées dans le rapport de transparence annuel prévu à l'article L. 326-1 du même code pour l'exercice clos le 31 décembre 2018

Exercice clos le 31 décembre 2018

## **MAZARS**

SIEGE SOCIAL : 61, RUE HENRI REGNAULT - 92075 PARIS LA DÉFENSE CEDEX

TEL : +33 (0) 1 49 97 60 00 - FAX : +33 (0) 1 49 97 60 01

SOCIETE ANONYME D EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES A DIRECTOIRE ET  
CONSEIL DE SURVEILLANCE

CAPITAL DE 8 320 000 EUROS - RCS NANTERRE 784 824 153

## **Société des Auteurs et Compositeurs Dramatiques (SACD)**

Organisme de Gestion Collective (OGC) au capital de 2 056 639 €

Siège social : 11 bis, rue Ballu 75442 Paris Cedex 09

RCS : Paris D 784 406 936

Attestation du commissaire aux comptes sur les informations prévues aux 1°, 7° à 10° du II et au III de l'article R. 321-14 du code de la propriété intellectuelle communiquées dans le rapport de transparence annuel prévu à l'article L. 326-1 du même code pour l'exercice clos le 31 décembre 2018

Exercice clos le 31 décembre 2018



SACD

Exercice clos le  
31 décembre 2018

**Attestation du commissaire aux comptes sur les informations prévues aux 1°, 7° à 10° du II et au III de l'article R. 321-14 du code de la propriété intellectuelle communiquées dans le rapport de transparence annuel prévu à l'article L. 326-1 du même code pour l'exercice clos le 31 décembre 2018**

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la SACD et en application des articles L. 326-8 et R. 321-14 IV du code de la propriété intellectuelle, nous avons établi la présente attestation sur les informations prévues aux 1°, 7° à 10° du II et au III de l'article R. 321-14 du même code, communiquées dans le rapport de transparence annuel prévu à l'article L. 326-1 dudit code pour l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Ces informations ont été établies sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration à partir des livres comptables ayant servi à la préparation des comptes annuels de votre entité pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. Les méthodes et les principales hypothèses utilisées pour établir ces informations sont précisées dans le rapport de transparence. Il nous appartient d'attester ces informations.

Il ne nous appartient pas en revanche de remettre en cause les hypothèses retenues par la direction de votre entité.

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons effectué un audit des comptes annuels de votre entité pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. Notre audit, effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France, avait pour objectif d'exprimer une opinion sur les comptes annuels pris dans leur ensemble, et non pas sur des éléments spécifiques de ces comptes utilisés pour la détermination de ces informations. Par conséquent, nous n'avons pas effectué nos tests d'audit et nos sondages dans cet objectif et nous n'exprimons aucune opinion sur ces éléments pris isolément.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences, qui ne constituent ni un audit ni un examen limité, ont consisté, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, à :

- prendre connaissance des procédures mises en place par votre entité pour produire les informations prévues aux 1°, 7° à 10° du II et au III de l'article R. 321-14 du code de la propriété intellectuelle données dans le rapport de transparence annuel prévu à l'article L. 326-1 du même code ;
- effectuer les rapprochements nécessaires entre ces informations et la comptabilité quand elles en sont issues ou avec les systèmes informatiques de gestion de la SACD pour les données qui reposent sur des ventilations analytiques.

**SACD**

*Exercice clos le  
31 décembre 2018*

La SACD est en cours de développement des systèmes de gestion qui permettront l'automatisation des processus d'élaboration de l'information de gestion correspondant aux nécessités du rapport de transparence

Nos travaux d'audit n'ont pas révélé d'anomalie dans les rapprochements mis en œuvre à fin 2018;

- vérifier la concordance de ces données avec les éléments ayant servi de base à l'établissement des comptes annuels de votre entité pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 ;
- vérifier la concordance de ces informations avec les données sous-tendant la comptabilité concernées ;
- vérifier l'exactitude arithmétique des informations produites
- et apprécier si ces informations sont présentées de manière sincère.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations prévues aux 1<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> à 10<sup>o</sup> du II et au III de l'article R. 321-14 du code de la propriété intellectuelle figurant dans le rapport de transparence annuel prévu à l'article L. 326-1 du même code.

La présente attestation tient lieu de rapport spécial au sens des articles L. 326-8 et R. 321-14 IV du code de la propriété intellectuelle.

Elle est établie à votre attention dans le contexte précisé au premier paragraphe et ne doit pas être utilisée, diffusée ou citée à d'autres fins.

Fait à Paris La Défense, le 26 avril 2019

Le Commissaire aux comptes

---

**M A Z A R S**

LUC MARTY

[www.sacd.fr](http://www.sacd.fr)  
[facebook.com/sacd.fr](https://facebook.com/sacd.fr)  
[@SACDParis](https://twitter.com/SACDParis) sur Twitter

# SACD

SOCIÉTÉ DES AUTEURS ET  
COMPOSITEURS DRAMATIQUES

Société des Auteurs et Compositeurs Dramatiques  
11 bis, rue Ballu – 75442 Paris cedex 09

LE GOLF & CABARRA®  
[www.lgeg.fr](http://www.lgeg.fr)